

Relevé des interventions des membres du CN du 30 janvier 2021

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

Karine Jarry – Seine-et-Marne (non communiquée)

Gisèle Malaval – Aube

Mon intervention portera d'abord sur la proposition de résolution concernant les élections départementales et régionales . « partager largement les projets communistes » est-il écrit ; partager, cela veut bien dire faire connaître ? On parle du projet et puis ensuite que fait-on ?

Si on prend l'exemple de ce qui se passe en Île-de-France, on ne fait pas grand chose, c'est l'effacement immédiat du PCF qui est proposé dès le début derrière une élue du groupe FI, cette FI qui serait très proche de nous selon Jean-Luc Mélenchon, mais pas au point tout de même d'être anti-capitaliste, il suffit de lire leur programme . Ainsi, dans cette région qui est le coeur battant du Capital, nous n'aurions pas de chef de file ? Dans cette région où nous avons des forces plus que dans bien des régions, et même un département, nous n'aurions pas de chef de file ? Dans cette région emblématique de la politique nationale et alors que le 38ème congrès décide de créer partout où cela est possible, et en IDF cela est possible, les conditions d'une candidature communiste, nous n'aurions pas de chef de file ? Ce renoncement, quelle qu'en soit l'issue prévue en termes d'élus, nous semble injustifiable, parce que cette stratégie rend invisibles nos propositions alors que ces élections régionales et départementales nous donnent l'occasion de montrer qu'on peut changer la vie concrètement, même dans un cadre contraint ; et parce que cela irrite – et c'est un euphémisme beaucoup

de camarades qui ont envie que l'on reparle, enfin, de communisme.

C'est pourquoi nous proposons d'ajouter à « partager largement les projets communistes » : « à créer les conditions d'une candidature communiste, tête de liste ou chef-fe de file, partout où cela est possible, » Pour finir nous voudrions porter à votre connaissance un jugement en appel du 16 décembre dernier qui concerne un camarade, Fethi Cheikh ,conseiller municipal à Romilly s/Seine. Fethi avait porté plainte avec le MRAP pour insulte raciste contre un conseiller RN de la même ville, les propos insultants ayant été proférés en plein conseil municipal dans un climat préélectoral. Le conseiller RN, lui-même tête de liste RN aux municipales, a été reconnu coupable du délit de provocation à la haine, à la violence et à la discrimination à caractère raciste, et condamné en correctionnelle à Troyes puis en appel à Reims. Ce combat mené localement contre le RN montre bien que le rejet et la haine de l'autre sont l'ADN du RN en dépit de sa stratégie de dédramatisation, puisque cet élu est toujours au RN et très soutenu par le RN sur les réseaux sociaux. Cette affaire a fait l'objet de plusieurs articles de presse départementales et d'associations antiracistes au niveau national. Il est dommage et même incompréhensible que l'Humanité n'ait pas exploité cette victoire politique et judiciaire des Communistes contre l'extrême droite. Politique , car la liste menée par Fethi aux municipales a réalisé 28%, soit le double du score du RN, ce qui dans le département de l'Aube est un plaisir qui ne se refuse pas.

André Chassaigne – Puy-de-Dôme (non communiquée) Conseil National PCF

Notre pays va sortir exsangue de la crise.

Des millions de Français supplémentaires auront basculé dans le chômage, la pauvreté et le désespoir.

Notre Sécurité sociale, réceptacle d'une partie de la dette contractée pour les soutiens publics sera attaquée frontalement, dans ses moyens comme ses fondements.

Nos services publics seront la cible prioritaire pour rembourser la dette et offrir de nouveaux marchés au privé.

Notre tissu industriel aura subi « l'ajustement structurel » imposé par le capital entraînant perte de savoir-faire et de centaines de milliers emplois indispensables au redressement du pays.

Partager ces constats, c'est déjà nous projeter sur **l'utilité des communistes.**

Cela doit nous conduire à préciser **l'originalité** et **l'efficacité** des mesures politiques que nous sommes à même de présenter au pays, en faisant en sorte que notre projet communiste soit en lien direct avec les urgences de notre temps.

Pour cela, y a-t-il d'autres moyens plus efficaces pour répondre à l'urgence sociale que

l'extension de la Sécurité sociale et la maîtrise collective de ses financements, que des services publics confortés et étendus, de nouveaux droits sociaux pour les jeunes, les actifs et les retraités, qu'une action déterminée contre les prédateurs de la finance et l'évasion fiscale ?

Estimons-nous qu'il y a d'autres mesures plus efficaces pour répondre à l'urgence climatique qu'une planification énergétique contraignante et un mix électrique totalement décarboné grâce à la reconstruction d'un service public unifié et le maintien de nos filières nucléaire et hydraulique ?

Y-a-t-il d'autres moyens plus efficaces que de grands chantiers publics en faveur du ferroviaire et de la rénovation des logements, qu'une reconquête industrielle fondée sur des droits nouveaux pour les salariés, indispensables pour assurer la maîtrise des productions, le contrôle des investissements et mettre en œuvre une sécurité d'emploi et de formation ?

Y a-t-il d'autres moyens plus efficaces pour répondre à l'urgence économique que des réorientations « systémiques » en matière de politique de crédit et de création monétaire par les banques centrales ?

Estimons-nous enfin qu'il y a d'autres moyens plus efficaces pour relever la démocratie et la citoyenneté que de redonner des pouvoirs depuis les lieux de travail jusqu'à nos institutions les plus proches que sont nos 35 000 communes ?

Ce projet communiste doit être porté dans le débat présidentiel.

Voilà pourquoi je n'ai jamais été partisan de corseter le débat des communistes derrière des analyses qui invoquent la « raison » ou les choix « par défaut ».

Aussi, je rejette l'attitude qui consiste simplement à commenter les sondages plaçant la gauche autour de 25 % (en y incluant les forces écologistes), pour en déduire la nécessité de construire une offre présidentielle unique à gauche, censée séduire **par elle-même** un électorat qui ne se reconnaît plus dans la gauche ou qui ne voit plus l'intérêt de se déplacer au bureau de vote.

Ne répondons pas à cette échéance présidentielle par de vieux réflexes en mettant en avant **la difficulté de faire les choses** et prenons plutôt en compte **la nécessité de les faire**.

Notre travail doit inscrire dans une perspective de long terme des propositions novatrices dans tous les interstices encore ouverts au débat démocratique dans le moment si particulier qu'impose le scrutin présidentiel.

Ma conviction, c'est que **les mesures transformatrices du Parti communiste français sont plus que jamais indispensables dans la construction d'une alternative politique réelle**. D'abord parce que jamais notre société n'a été autant imprégnée par la culture néolibérale. Ensuite parce que nous sommes une force en capacité de faire vivre et de retravailler ces propositions au contact du terrain, avec notre forte capacité de rassemblement.

Il est temps de se projeter sans plus tarder dans ce travail de présentation et de confrontation d'idées, en premier lieu avec les classes populaires et le monde du travail, véritable Quart-monde pour la monarchie présidentielle.

Et j'ai aussi la conviction que ce travail communiste ne peut s'enclencher et s'incarner qu'avec **l'annonce de la candidature à l'élection présidentielle du premier représentant des communistes, Fabien Roussel**.

D'autant plus que ce travail immédiat sera non seulement **le plus utile** pour rendre crédibles toutes les campagnes électorales à venir, départementales, régionales et législatives, mais aussi **le plus efficace** pour affronter toutes les péripéties et incertitudes qui peuvent encore accompagner notre trajet vers 2022.

Julia Castanier – Paris (non communiquée)

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

Notre conférence nationale sera inéluctablement amenée à faire un choix politique sur la présidentielle et les législatives, et sous réserve d'inventaire il y aura 4 réponses possibles :

- Une candidature communiste avec des objectifs politiques stratégiques précis en lien avec les législatives.
- Un appel à une candidature unique de la gauche en vue d'assurer une présence de celle-ci au 2e tour de la présidentielle mais avec en cas d'échec un retour à la situation catastrophique de la conférence 2016 et la division du Parti qu'elle a provoquée.
- Le choix de la candidature de Jean-Luc Mélenchon car notre électorat s'est retrouvé sur son nom en 2012 et 2017, mais force est de constater qu'il a perdu la colonne vertébrale idéologique du Front de gauche, et qu'il navigue entre populisme souverainiste et populisme indigéniste.
- Soit, on ne s'occupe que des législatives « en refusant le piège présidentielle » mais avec le risque de se couper des Français car il s'agit pour eux de l'élection la plus politique de France et la plus plébiscitée. Mais pour faire ce choix on peut :

Soit partir d'une des 4 réponses et ne considérer que les arguments qui vont dans son sens à l'exclusion de toutes les autres, gommant ainsi le caractère contradictoire du paysage politique et des dynamiques qui le travaillent.

Soit définir nos objectifs politiques stratégiques pour 2022 à partir de la situation réelle et à partir de là on choisit la réponse qui correspond le mieux à la réalisation de ces objectifs.

Je suis évidemment pour la seconde option.

Partir du réel c'est aussi ne pas succomber aux illusions arithmétiques. Aujourd'hui si on additionne tous les candidats de gauche et écologiste on arrive à peine à 25% des exprimés à rapprocher des 25% de Mitterrand du 1er tour de 1981, auxquels s'ajoutaient les 15% de Georges Marchais, 3% de divers gauche et 4% d'écologiste. Dans ces conditions croire qu'une candidature unique ferait mécaniquement 25% et permettrait à la gauche d'accéder au 2e tour relève de l'illusion. Il serait encore plus illusoire de croire qu'une telle candidature sans réserve de 2e tour pourrait gagner contre un candidat de droite ou d'extrême droite. Rappelons que dans un tout autre rapport de force en 1965 et 1974, une telle candidature unique de gauche a échoué au second tour. La question n'est pas d'unifier une gauche explosée, qui ne sait plus où elle habite et qui ne se définit plus que comme n'étant pas la droite et l'extrême droite. La question est de s'attaquer aux causes politiques profondes de cet étiage catastrophique de toutes les forces de gauche. Elles renvoient à 3 faiblesses fondamentales.

D'abord une gauche malade de l'influence du rapport Terra Nova la boîte à idée du social libéralisme qui en 2012 avait instillé trois idées ravageuses :

- La classe ouvrière, les employés, les classes populaires ne doivent plus être le socle électoral de la Gauche ».
- Cet électorat de Gauche doit se recomposer autour de valeurs culturelles et non d'enjeux économiques et sociaux.
- Il est constitué des « outsiders » : les jeunes, les femmes, les « français de la diversité », les diplômés, les métropolitains par opposition aux « insiders » : les salariés en CDI, les seniors, la France périphérique.

Ensuite et c'est lié, une gauche malade du confusionnisme et du populisme avec toute une série d'opérations comme le « Front populaire » (sic) d'Onfray, qui entraîne fatalement vers une hégémonie culturelle et politique de l'extrême droite.

Enfin une gauche malade par sa faiblesse de ses analyses et de ses réponses sur la mondialisation capitaliste et sur la révolution numérique et informationnelle.

Si une candidature communiste à la présidentielle permet d'en finir avec Terra Nova, de faire barrage au confusionnisme et au populisme et d'avoir une gauche crédible sur une réponse de progrès à la mondialisation et non de rejoindre ceux qui entendent faire « tourner la roue de l'histoire à l'envers » pour reprendre l'expression de Marx pour qualifier la critique réactionnaire du capitalisme, alors oui elle sera utile et nécessaire. Elle le sera d'autant si en parallèle notre Parti est à l'initiative d'un accord de toutes les forces de gauche sur les législatives et sur un contrat de gouvernement anticipé par la mise en place d'un gouvernement style « Shadow Cabinet ».

Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine

La crise que nous traversons révèle comme jamais et au grand jour le vrai visage et l'incapacité du capitalisme à répondre aux besoins humains et au-delà de ça son rôle dans la dégradation de nos conditions de vie. Cette situation donne raison sur toute la ligne à notre projet :

-la résilience du modèle social que l'on propose en particulier avec la Sécurité sociale et son extension, la Sécurité Emploi Formation -qui parle de façon extrêmement pertinente aux personnes menacées de licenciements, qui sont autant de compétences perdues et de difficultés pour ceux qui restent et qui seront dans l'incapacité, sans leurs collègues, de répondre aux défis de la reprise.

-Notre façon d'aborder la question environnementale passant entre autre par la réindustrialisation en local, garante de souveraineté. Cela vaut en particulier sur la question de la santé. Sur ce point d'ailleurs, au pôle public du médicament il faudrait ajouter l'industrie des équipements médicaux, qui a disparu en France.

-Notre défense du service public : école ou hôpitaux. N'oublions pas qu'aujourd'hui, confinement et couvre-feux ne sont pas tant dus aux indisponibilités de vaccin qu'au manque de lits d'hôpitaux.

-Pour ne développer qu'un dernier point, sur les questions démocratiques qui rencontrent écho dans la société et mais aussi dans les entreprises, en particulier des grands groupes, où les salarié-es se rendent compte que les directions, qui licencient tout en faisant des milliards de bénéfice emmènent leur activité dans le mur et que ce sont eux les salarié-es, qui ont les clés de leur avenir.

Alors il faut trouver comment porter tout cela devant les populations. Nous avons parlé de comité de défense de l'emploi. Il faut creuser cette idée je crois, et réfléchir à d'autres espaces de rencontre avec la population. Il faudra porter ça très fortement dans les campagnes, quelque soit le choix stratégique qui sera retenu par les communistes. Et en particulier dans le cas d'un rassemblement avec la FI car nous avons nos spécificités et il faudra être vigilants à ne mettre aucun de nos marqueurs dans notre poche. Mais nous avons un problème majeur aujourd'hui qui est notre vie interne. Il faut en finir absolument avec ces échanges mortifères. Je pense en particulier à ce qu'on voit passer sur les réseaux sociaux, mais au-delà, je suis interpellée par le nombre de tribunes et lettres au CEN qui fleurissent. Il nous faut savoir écouter. Je crois que l'existence de ces tribunes et ces affrontements montre un besoin non adressé d'espace de discussions qui, s'ils existent théoriquement, ne sont pas effectifs dans la pratique, en tout cas ne sont pas au niveau dont nous avons besoin aujourd'hui. On ne pourra s'en sortir qu'ensemble. Et pour cela je pense que notre responsabilité de direction n'est pas de distribuer les bons et les mauvais points mais bien de réfléchir extrêmement sérieusement à comment créer les conditions qui permettent à tous de s'exprimer sans pression. Ces temps compliqués demandent je crois par exemple à ne pas proposer simplement aux communistes de valider des propositions mais bien à les construire ensemble. Cela prend plus de temps mais nous n'avons pas le choix. Car Fabien l'a rappelé en introduction, quand nous sommes présents dans les luttes, ensemble, nous pouvons gagner.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

1. La question des vaccins est aujourd'hui identifiée par des millions de personnes qui, quotidiennement, suivent les informations sur Pfizer, Moderna, AstraZeneca... Les Big Pharma donnent à voir des intérêts financiers alors que la question essentielle est celle de garantir la santé publique et la mise en commun des brevets. Dans un tel contexte, le vaccin universel apparaît comme la seule possibilité pour une sortie de crise sanitaire, pour voir le bout du tunnel, pour un après qui ne soit pas celui des reconfinements et des couvre-feux. Notre parole, notamment les dernières interventions de Fabien Roussel, commence à être identifiées dans le paysage médiatique. Il y a des convergences à construire sur cette bataille d'une production mondiale des vaccins contre la Covid.

2. Concernant les échéances, présidentielle et législatives de 2022, il nous faut un débat inédit des communistes pour identifier les grandes questions politiques de la période à venir. Un débat exigeant, ouvert sur la société, sur les obstacles mais aussi sur les potentialités nouvelles, les contradictions au coeur des différentes crises (sanitaires, économiques et sociales, environnementales, démocratiques). Il y a aujourd'hui des idées de gauche majoritaire dans le pays. C'est le cas sur la santé, sur la situation vécue par la jeunesse. Cela pose donc la question d'une majorité politique, d'une majorité législative, pour la mise en oeuvre du changement. L'appel à contributions est donc une chose très positive. Tout comme l'idée d'auditions de haut niveau pour bâtir des réponses à la hauteur des défis de la période. Un fort niveau d'ambition (sur les contenus, le chemins à prendre pour créer les conditions politiques d'une alternative de progrès) est toujours la condition indispensable pour faire la démonstration de l'utilité du PCF.

3. La publication d'un sondage donnant Marine le Pen à 48 % au second tour de la prochaine élection présidentielle doit nous faire réfléchir et débattre. Un sondage donnera très certainement dans les prochains mois un score plus resserré encore... jusqu'à une bascule présentant la victoire du Rassemblement National comme un possible pour 2022. On doit se « coltiner » la question de l'avenir politique de notre pays. Non pas pour en rabattre sur nos objectifs mais pour y faire face. La situation est à la fois extrêmement dangereuse mais elle est aussi plus ouverte qu'on ne pourrait le croire. Au cours de la dernière période, pour justifier d'une candidature communiste à la présidentielle de 2022, j'entends des formules du type « c'est foutu, c'est plié » alors on peut y aller sans trop se poser de questions. Une candidature n'a jamais été pour nous (pour la présidentielle et pour les autres élections) l'occasion de défendre une « identité communiste ». Ce n'est d'ailleurs pas ce que propose le rapport introductif présenté par notre secrétaire national. Le PCF a toujours proposé un horizon politique pour le pays, travaillé à la nécessité d'ouvrir des perspectives. C'est à cela que le débat des communistes et la conférence nationale doivent contribuer. Quelle ambition du

PCF pour 2022 ?

4. Concernant la jeunesse, il y a une véritable urgence. Le rapport parlementaire présenté par Marie-George Buffet éclaire avec forces les enjeux et la manière d'y répondre. Ne faudrait-il pas une commission de travail au sein de notre direction nationale (dirigeants, parlementaires, nos organisations de jeunesse, élus locaux) pour animer une grande campagne des communistes, partout dans le pays, sur le présent de la jeune génération et son avenir ?

Fabienne Lefebvre – Val-de-Marne

Le capitalisme financiarisé est rentré, aujourd'hui dans une nouvelle phase, en utilisant la crise sanitaire comme catalyseur, pour pouvoir asseoir un nouveau modèle de civilisation, via une restructuration de l'appareil de production. Un système de suraccumulation du capital qui entraîne de facto une terrible guerre de classe, et ce, à l'échelle planétaire. Un système, par ailleurs, de plus en plus rejeté, notamment par la jeunesse et les classes populaires, dans la continuité des luttes déjà engagées depuis plusieurs années et dans lesquelles les communistes ont été très impliqués : conflits des cheminots, Air France, loi travail, Blanquer, gilets jaunes, contre-réforme des retraites... Mobilisations qui s'inscrivent toutes dans un processus de contestation et de rejet du pouvoir, voire des institutions et, qui cherchent à la fois un sens et un débouché politique. Néanmoins les politiques d'austérité, si chères à l'Union européenne qui par ailleurs s'assoit sur les souverainetés des Nations, se poursuivent et continuent à mettre à mal les fonctions régaliennes de l'État, déconstruisent l'ensemble des conquits sociaux et détruisent les emplois, tout comme l'environnement. Ce gouvernement, en laissant faire le marché, a donc fait le choix d'une gestion de crise très réactionnaire et très autoritaire. Les conséquences en sont désastreuses, projetant des millions de femmes et d'hommes dans la misère sociale et la détresse psychique, entraînant une augmentation massive des dépressions et des suicides notamment chez les jeunes. Dans les quartiers populaires, les militants·es, les élus·es, les associations, sont donc très inquiets des répercussions à moyen terme de cette grave situation et nous le savons déjà, les actions de solidarité certes nécessaires, ne suffiront pas à endiguer ce raz-de-marée mortifère. La situation est donc, plus que préoccupante, nous ne pouvons plus nous satisfaire d'accompagner la sociale démocratie, nous devons impérativement mener l'offensive, dans les quartiers populaires et les entreprises, pour aider à lever les blocages dans les têtes et faire émerger une conscience de classe, d'autant que beaucoup, beaucoup de revendications trouvent des réponses dans nos propositions. Sanofi en est un exemple, avec notre demande de réquisition et de nationalisation, qui rencontrent un très bon écho dans la population ! Nous avons raison de poser les choses ainsi dans le débat, tout comme nous aurions raison de poser, la question de l'appropriation collective des moyens de production, dans le cadre de la réindustrialisation du pays, si nous voulons relever les défis de demain ! Dans ce contexte, où s'affrontent des forces antagonistes, surgissent donc des potentialités pour construire une alternative, nous devons impérativement nous en saisir pour rassembler et peser à gauche. D'autant que nous avons fait la démonstration de notre combativité pendant cette pandémie avec notre campagne sur l'emploi, et le tour de France des entreprises, de notre Secrétaire national, cela nous donne des points d'appui, y compris pour agir dans les luttes ! et arracher des victoires ! C'est donc bien en termes d'enjeux de classe que s'exprime le combat, et dans ce contexte d'urgence sociale, seule une candidature communiste à l'élection présidentielle sera à même de défendre les intérêts, de celles et ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre, il n'y a donc pas de temps à perdre. C'est pourquoi, ce Conseil national doit produire un appel à candidature pour l'élection présidentielle, cela nous permettra de lancer rapidement le débat sur le contenu idéologique, le projet communiste et de renforcer la visibilité du Parti, qui nous sera aussi très utile pour les législatives. Notre conférence nationale, forte de ses 1000 délégué·e·s, devra par ailleurs se doter, comme en a décidé le 38ème Congrès, d'une stratégie capable d'impulser la force et les moyens nécessaires à notre candidat communiste, pour nous permettre d'entrer en campagne. Pour ma part, seul notre Secrétaire national Fabien Roussel a la capacité de pouvoir incarner cette rupture et cet espoir ! C'est pourquoi, je soutiendrai et je voterai pour cette légitime candidature.

Pierre Laurent – Paris

Je veux faire une remarque sur les élections régionales et donner mon avis sur la préparation de la conférence nationale.

Concernant les élections régionales, le processus de décision des communistes est en cours, il s'accélère en ce début d'année avec la tenue de plusieurs conférences régionales : il va aboutir à des configurations différentes d'une région à l'autre en terme d'alliances de premier tour.

Des configurations réunissant toute la gauche à l'exception des Verts dans quelques régions et, dans la majorité des cas, des alliances de premier tour soit avec le PS, soit FI et d'autres petites forces. Cette diversité rend compte de rapports de forces différents selon les régions et du débat des communistes pour les affronter au mieux.

J'entends des commentaires totalement erronés sur ces choix. Les communistes discutent

partout les mêmes objectifs : battre la droite, conforter ou reconquérir des majorités régionales de gauche avec le maximum d'élus communistes, au service de projets ambitieux pour les régions. Les choix de premier tour, par exemple, ne signifient nulle part un renoncement de notre part à rassembler toute la gauche au second. Il s'agit donc bien d'atteindre les objectifs politiques rappelés par Fabien dans son rapport. De même, les choix régionaux qui sont ou seront ceux des communistes ne peuvent être considérés comme une préfiguration de celui que nous aurons à faire pour la présidentielle. On ne fait pas une liste avec le PS au 1er tour des régionales pour avoir Anne Hidalgo comme candidate en 2022, et non plus une liste avec FI pour avoir Jean-Luc Mélenchon comme candidat. Il faut donc respecter les décisions des communistes lors des conférences régionales et lors de leurs votes pour ce qu'ils sont. Le CN doit récuser les campagnes internes irresponsables et souvent violentes qui sont menées par voie de pétitions ou sur les réseaux sociaux, malheureusement avec l'appui de certains dirigeants nationaux, pour délégitimer ces votes. Tout cela abîme notre vie démocratique. Concernant 2022, nous lançons la discussion, rien ne sert donc de chercher à la clore aujourd'hui. Nous devons instruire un débat de haute qualité, sur le sens de nos campagnes présidentielle et législatives, sur les contenus élevés que nous devons porter face aux urgences, en travaillant tout particulièrement le lien avec les questions que la pandémie fait émerger dans les consciences de manière tout à fait nouvelle. Nous avons beaucoup à discuter et je veux citer quelques unes de ces questions. Comment évaluons-nous les possibles, les points à marquer dans cette situation de très grands dangers pour les classes populaires, pour le pays, pour la démocratie ? Des camarades disent que la situation est bloquée à gauche et que cela justifie notre candidature. Mais acceptons-nous comme un fait acquis d'avance la défaite face à la droite et à l'extrême-droite ? Si ce n'est pas le cas, à quoi pouvons-nous être utile et comment ? Que pouvons-nous faire bouger ? Sur quelles idées agir qui peuvent devenir majoritaires et capables de faire bouger des millions de gens ? Alors, les questions deviennent : quel doit être le sens de nos campagnes ? De quelle manière nos candidatures peuvent elles être mises au service de cet objectif ? Pensons-nous possible la construction d'une nouvelle majorité politique en 2022 ? Et sur quels contenus ? Il faut mettre ces questions, parmi beaucoup d'autres, au coeur de notre travail sur notre projet politique pour 2022.

Je voudrais, pour contribuer à la qualité de notre débat qui s'ouvre, formuler 4 propositions :

- 1) Je propose que le 15 février, pour l'ouverture du site recueillant les contributions, une adresse nationale soit adressée à chaque communiste l'appelant à investir le débat, encourageant sa contribution en formulant les grandes questions auxquelles nous avons à réfléchir et à répondre.
- 2) Pour alimenter notre discussion collective, la commission du texte doit procéder à des auditions larges, de responsables du Parti, d'élus·e·s, de personnalités dont la réflexion nous importe. La présidence du CN se tient à disposition pour organiser des auditions en visio qui pourraient ainsi être mises à la disposition des fédérations et des sections.
- 3) Dès maintenant, les organisations du Parti à tous les niveaux doivent organiser une multiplicité de débats dans les fédérations, dans une grande variété de formes, avec l'objectif de donner à chaque communiste l'occasion de prendre part à ce débat majeur pour notre parti et pour le pays.
- 4) Le Conseil national livrera au débat des communistes, sur proposition de la commission du texte, un projet de résolution pour la Conférence nationale le 13 mars prochain. Tous les communistes pourront en discuter. Dans la semaine qui précède la conférence nationale, afin de pouvoir travailler en amont de la conférence les amendements à ce projet de résolution, ce qui sera impossible à 1000 délégués en visio les 10 et 11 avril, je propose que la commission élargisse alors ses travaux à un représentant par fédération de manière à assurer la préparation collective de la résolution finale qui sera soumise aux délégués de la Conférence nationale.

Anne Lévi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle (non communiquée)

Amadou Deme – Essonne (non communiquée)

Léon Deffontaines – Seine-Saint-Denis

J'ai déjà pu l'évoquer à plusieurs reprises lors de précédents CN mais la situation pour les jeunes est catastrophique. Récemment, une partie de la situation précaire d'une partie de cette jeunesse a été mise en lumière. Je pense bien évidemment aux étudiants·es.

La situation pour les étudiants·es est catastrophique. Tout d'abord, sur l'isolement dans lequel sont plongés les étudiants·es. La plupart des étudiants·es n'ont pas eu cours depuis le mois de mars dernier. Des étudiants·es sont arrivés·es en première année à l'université après une année de terminale catastrophique et se trouvent isolés·es face à un monde universitaire qu'ils ne connaissent pas et qui a bien du mal à s'adapter aux mesures sanitaires. L'université est un des seuls lieux

confinés aujourd'hui. Isolés et livrés à eux-mêmes, de nombreux étudiants n'arrivent plus à suivre leur cours. Selon le rapport de l'enquête parlementaire sur les effets de la pandémie chez les jeunes présidé par Marie-George Buffet : un étudiant sur six en décrochage (450 000 étudiants) a décroché depuis le mois de mars dernier. Ces jeunes se retrouvent sans diplôme, livrés à eux-mêmes sur un marché de l'emploi saturé et dégradé. Le refus d'ouvrir les universités même partiellement rend l'exécutif pleinement responsable de cette situation.

Nous n'avons pas encore la mesure des conséquences que cela aura dans quelques années mais elles seront catastrophiques. Dans le même temps, nous pouvons noter une hausse de la précarité étudiante. L'isolement, la perte de job étudiants renvoie les étudiants à une solidarité familiale de plus en plus hasardeuse à cause de la crise économique. L'isolement, la perte de revenus, aucune perspective sur une possible réouverture des facs, le décrochage, mais aussi un avenir professionnel qui semble de plus en plus compromis quand on voit les chiffres du chômage et les PSE, plongent de nombreux étudiants-es dans une détresse psychologique. Attention, la réponse à apporter à cette détresse psychologique ne peut pas uniquement être celle d'un chèque psy, il faut également attaquer le mal à la racine et lutter contre l'isolement, permettre de raccrocher les étudiants, lutter contre la précarité étudiante, etc. Face à ce contexte inédit pour les étudiants, l'UEC - à travers leur secrétaire nationale : Jeanne Péchon - a impulsé une mobilisation le 20 janvier dernier (tribune publiée dans l'Humanité il y a deux semaines). Alors que seule l'UEC était favorable à la base, Jeanne a réussi à convaincre une à une les organisations de jeunesse. Les mobilisations ont rassemblé des milliers d'étudiants-es. Celle-ci a connu une forte couverture médiatique. Et ce qui a permis une nouvelle fois de mettre la situation des étudiants sous le feu des projecteurs.

Cette mobilisation et celles qui ont suivi ont permis à la branche de se renforcer et de se développer. Après une période compliquée pour notre branche, cet épisode lui permet d'aller de l'avant et de se consacrer sur l'essentiel, à savoir mobiliser et organiser les étudiants autour d'un nouveau projet pour les étudiants et pour l'université.

Permettez moi de faire un petit aparté à ce sujet : la mobilisation a permis de rassembler largement sur une base sociale les étudiants et à l'UEC de faire de nombreuses adhésions et contacts. Mais cela a également permis de rassembler les étudiants communistes entre eux dans l'UEC. Suite à l'impulsion de Jeanne Péchon de nombreux secrétaires fédéraux et secrétaires de secteurs ont fait la démarche d'aller se parler pour organiser la mobilisation du 20 janvier. Dans certaines fédérations les relations se sont nettement améliorées, d'autres bloquent encore mais nous allons y parvenir. Le plus gros du travail est encore devant nous mais nous sommes sur la bonne voie. Suite à cette mobilisation, Emmanuel Macron a annoncé des mesures concernant la précarité étudiante, et la reprise des cours en présentiel. Sur la précarité étudiante Emmanuel Macron a annoncé l'extension des repas Crous à 1€ à l'ensemble des étudiants-es et ce deux fois par jour. Et, pour les étudiants-es qui en feront la demande, ils pourront venir suivre leurs cours en présentiel une fois par semaine. S'il s'agit là d'une avancée sortie du chapeau du Président, nous ne savons ni quand ni comment cette mesure sera mise en place par les universités, les étudiants-es restent encore une fois dans le flou. Ces annonces constituent une avancée non négligeable, et prouvent l'intérêt et l'importance de se mobiliser. En revanche, celles-ci sont encore bien faibles pour répondre aux besoins des étudiants. Il y a urgence à aller plus loin.

Précarité étudiante : L'UEC revendique la mise en place d'un plan de lutte pour en finir avec la précarité étudiante : un investissement massif dans le CROUS. Et l'instauration d'un revenu étudiant, au-dessus du seuil de pauvreté et financé par une nouvelle branche de la Sécurité sociale. Lutter contre l'isolement : L'UEC demande l'ouverture des universités à l'ensemble des étudiants et des étudiantes avec un dédoublement des promotions, c'est-à-dire la mise en place d'une jauge à 50% dans les Universités et d'un protocole sanitaire strict. Rattraper le retard et "raccrocher" les étudiants : À situation exceptionnelle, il faut mettre en place des moyens financiers, humains et matériels exceptionnels : réquisitions des locaux et des salles vides, recrutement des personnels éducatifs et leur titularisation. Si la situation des étudiants-es a été mise en lumière, elle est loin de représenter la situation de toute la jeunesse. Pour les lycéens et lycéennes la situation n'est pas plus enviable. S'ils ont certes, repris les cours, leur avenir n'en n'est pas moins compromis que leurs homologues étudiants. Depuis le mois de novembre dernier, les lycées fonctionnent bien souvent à mi-régime. Le retard sur les programmes s'accroissent malgré l'investissement des enseignants. Pire, en dépit des conditions catastrophiques dans lesquelles se sont déroulées les épreuves du bac l'année dernière, Jean Michel Blanquer a annoncé l'annulation des épreuves de spécialités prévues en mars. Sur ces matières, les lycéens seront une nouvelle fois notés sur les notes obtenues en contrôle continu. Cette décision est prise très hâtivement. Si les cours sont maintenus, pourquoi faire le choix de l'annulation des épreuves alors que nous ne sommes qu'au mois de janvier ? La tenue d'un examen ne semble pourtant pas plus dangereuse que le suivi d'un cours. Si c'est la crainte d'un nouveau confinement qui a guidé son choix, pourquoi ne pas simplement reporter les épreuves à la fin de l'année scolaire avec les autres épreuves du baccalauréat ? Bien que la situation exceptionnelle puisse justifier des aménagements profonds des examens, la formule adoptée par le

ministre est une nouvelle remise en cause du caractère national du baccalauréat. Sans cadrage national, le baccalauréat sera nécessairement vecteur d'inégalités entre les élèves et les établissements. La valeur du diplôme ne sera plus évaluée en fonction de la note obtenue à une épreuve commune et nationale mais de la réputation de l'établissement d'origine de l'élève. Il s'agit donc de l'option la plus inégalitaire et discriminatoire possible. Cette annonce se tient en plein lancement de la saison 2021 de Parcoursup. La fin du cadrage national du baccalauréat joint à Parcoursup va avoir des effets désastreux. La sélection sociale à l'entrée de l'université, déjà flagrante, va nécessairement augmenter. Alors que l'heure devrait être à une réflexion sur les manières de rattraper le retard et raccrocher les lycéens, le gouvernement fait le choix de la sélection. Aparté sur Parcoursup : Blanquer avait annoncé la mise en place de la plateforme pour lutter contre l'échec à l'université, prétextant que c'était un problème d'orientation, or on n'a jamais eu autant de décrochage d'étudiants, cela montre bien que c'est avant tout un problème de moyens alloués aux étudiants·es que d'une mauvaise orientation. Et enfin une partie de la jeunesse a trop souvent oublié les jeunes actifs et en recherche d'emploi. Précarité, taux de chômage, etc. Au dernier trimestre on comptait plus d'un jeune sur 5 au chômage, d'ici quelques semaines nous en serons à 1 sur 4.

Face à cela et nos interpellations autour de notre combat sur l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans, le gouvernement n'a pas eu d'autres choix que de renforcer son plan jeunesse. Notamment en proposant une garantie jeune universelle, déjà critiquable et pas universelle car ils ont simplement annoncé de doubler le nombre de garanties jeunes. De plus, cette annonce ne s'est pas suivie d'un investissement accru des missions locales qui n'ont déjà pas les moyens de suivre convenablement les jeunes en garantie jeune. Ces annonces restent bien faibles, et laissent de nombreux jeunes sans aucune solution démunis face à un avenir de plus en plus incertain. Entre le décrochage scolaire, la sélection à différents niveaux, la hausse du chômage, aucun doute que la garantie jeune a encore de beaux jours devant elle. Face à cela il nous faut un projet politique à l'offensive sur les questions jeunesse. Le MJCF et l'UEC sont tous deux moteurs de l'inter-orga, nous sommes identifiés sur le territoire comme le montrent les nombreux articles de presse dans la PQR. Pas uniquement sur les enjeux étudiants mais bien sur les problématiques jeunesse. Le dernier communiqué inter-orga pose que : "face à la précarité de nos situations, nous demandons la sécurisation de nos parcours de la formation à l'emploi."

En plus des mobilisations, nous avons dû revoir notre activité militante au vu du contexte et des mesures sanitaires. Nous militons toujours devant les lycées pour mobiliser et organiser les lycéens autour d'un plan de rattrapage et s'organiser contre la sélection. Malgré la fermeture des facs, l'UEC continue une activité militante de terrain notamment sur les cités U et nous avons fait un certain nombre de contacts et d'adhésions dans ces lieux qui concentrent bien souvent les étudiants les plus précaires. Sinon nous continuons notre activité de terrain, de nombreuses actions de solidarité concrètes sont également menées partout à travers le territoire. Si nous organisons la solidarité, c'est que le système capitaliste est incapable de répondre aux besoins de la population. Face à une société de division et de mise en concurrence, les jeunes communistes rassemblent et font vivre la solidarité. Ces initiatives sont autant de porte d'entrée pour dénoncer les contradictions du système et pointer du doigt l'inaction de l'exécutif face à la hausse de la précarité. Je pense qu'il faut que le PCF ait sa propre adresse propre sur les enjeux "jeunesse". Je pense qu'il faut que le parti réaffirme avec force l'adresse à destination des jeunes qu'il a eu lors du lancement de la campagne sur l'emploi. Il ne faudrait pas laisser croire que la seule politique possible soit celle du gouvernement. Au lieu de la précarité de nos études et la sélection nous voulons la sécurité que nos formations ne seront pas dégradées et que chacune et chacun puisse avoir une place dans une formation de qualité partout sur le territoire. Au lieu du chômage et de la précarité, nous voulons avoir une sécurité de l'emploi. Pour construire sereinement notre avenir, il faut sécuriser nos parcours et proposer un emploi ou une formation pour toutes et tous.

Opposons un contre-projet à celui du gouvernement et incarnons le parti de la jeunesse. Car le projet que nous portons pour la jeunesse reflète le projet que nous portons pour tout le pays.

Danielle Trannoy – Gironde

Je souhaitais intervenir sur le sens de la résolution qui nous a été soumise.

Il me semble que le titre présenté est réducteur, que le terme « l'alternative » est trop abstrait sur le sens des luttes et des échéances électorales. J'ai proposé : « Amplifier les mobilisations sociales, construire dans les luttes et les échéances électorales de 2021 et 2022, la (re)conquête des souverainetés, politique, économique, sanitaire, culturelle. » D'ailleurs, nous trouvons dans le rapport de Fabien Roussel, la nécessité de retrouver notre souveraineté. Je donne mon accord au sens du rapport introductif qui reprend les urgences, les liens avec les luttes, la gravité de la crise du capitalisme à ce stade de financiarisation et de destructions des outils de production. Toutes ces questions concernent l'organisation de notre société et imposent des ruptures avec le capitalisme et les décisions du et des Gouvernements mais aussi des décisions de l'Union Européenne. Pour

construire des perspectives, nous avons besoin de retrouver notre souveraineté populaire. Par exemple, loin des sondages, nous constatons dans les contacts que nous avons, que « reconquérir notre souveraineté » n'est pas une « erreur » mais correspond bien à l'état de l'opinion qui s'insurge de la casse de nos entreprises, des services publics, de nos dépendances pour diverses productions. Nos propositions sont bien comprises et correspondent à des aspirations légitimes. Cela exige de notre part, une cohérence de notre ligne stratégique majoritaire refusant l'effacement du PCF, qu'elle soit défendue à chaque étape des élections jusqu'à la présidentielle et les législatives. Ces élections ne sont que des moments mais nous avons besoin d'élus porteurs de propositions révolutionnaires pour un choix de société, de nouveaux modes de production. Les luttes sont nombreuses cherchant leur élargissement et un débouché politique. Cela renvoie à notre organisation, au travail d'information et de débat de tous les communistes. Ce souci est apparu dans plusieurs interventions. C'est le renforcement de notre Parti qu'il s'agit. Nous pouvons avoir deux exigences. A propos des alliances à construire, les alliances de sommet sont dépassées car il ne s'agit pas de rassembler des forces hétéroclites (prêtes à toutes les promesses pour être élues, aussitôt oubliées une fois au pouvoir). Il s'agit pour nous en premier lieu de rassembler le monde du travail en prenant en compte les contradictions le traversant. Une autre exigence pour nos directions doit être en premier rôle de veiller pour qu'à toutes les étapes les communistes soient associés au mécanisme de prise de décision et, d'être le garant de la mise en oeuvre des décisions collectives. Concernant une candidature communiste à la présidentielle, je soutiendrai celle de Fabien Roussel dans le processus de lancement de la conférence nationale.

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Même si je ne partage pas ses conclusions pour la séquence de la présidentielle et des législatives, je veux remercier Fabien Roussel sur son appel à la fraternité dans le parti. Il y a beaucoup à reconquérir vu le niveau d'hystérisation actuel, notamment sur les réseaux sociaux et auquel Pierre Laurent a fait référence dans son intervention. J'en viens à la présidentielle et aux législatives et au texte de résolution dans lequel j'ai cherché en vain le moindre élément qui nous permette de nous fixer des objectifs politiques pour ces échéances. Du moins aurait-il pu tenter de poser un diagnostic pour répondre à la question posée par le 38e congrès et à laquelle les communistes doivent répondre : les conditions d'une candidature communiste sont-elles créées ? Je donne donc mon avis. Nous avons une première question à nous poser. Pensons-nous qu'il soit possible de déjouer le duo Macron/Le Pen en 2022, et pensons-nous possible de qualifier une ou un candidat de la gauche porteuse d'un projet de rupture écologique et sociale pour le second tour de la présidentielle ? Des camarades répondent d'ores et déjà non. Et ils tirent de cet état d'esprit dans lequel je ne peux pas ne pas voir une forme de défaitisme, la justification d'une candidature issue du parti communiste. Au fond ils disent, « foutu pour foutu, au moins on profitera un peu de la lumière et des caméras pour exister ». Nous avons déjà vu les résultats de cette logique aux européennes. 2,5 %. Plus aucun élu. A la présidentielle, ce ne sera pas la même histoire. Le talent de notre tête de liste d'alors, ou d'un autre, aura encore plus de mal à s'exprimer car les français ne s'emparent pas du scrutin des présidentielles de la même manière. La seule chose qui comptera pour les électeurs de gauche dans leur vote de premier tour, c'est de choisir celui ou celle qui portera un cap tout en étant en mesure de se qualifier face à Le Pen ou Macron. Rien ne montre qu'une telle qualification soit acquise pour aucun des candidats de gauche. C'est pourquoi, si la candidature unique à gauche serait bien-sûr réductrice et démobilisatrice, la multiplication excessive des candidatures est un handicap. Quel message enverrions-nous en nous entêtant dans cette direction ? Premièrement, que nous avons renoncé à un possible changement de pouvoir. Deuxièmement, que nous cédon au Rassemblement national le rôle de porter le drapeau de l'alternative, Olivier Dartigolles vient de nous rappeler la sinistre promesse du sondage plaçant Marine Le Pen à 48 % au second tour. Et, par conséquent, que nous confions à Emmanuel Macron le soin de nous en préserver. Celles et ceux qui pensent encore à gauche que le PCF sert à quelque chose auraient alors de sérieuses raisons de se détourner complètement de nous. Il faut donc faire un autre pari. C'est notre responsabilité si nous pensons qu'une révolte électorale peut venir à bout du duo Macron / Le Pen. L'opportunité existe bel et bien. Le capitalisme a rarement fait la démonstration la plus éclatante de sa nocivité. L'idée qu'il faille changer radicalement de cap progresse à grands pas dans les consciences. Il y a de la résistance dans l'air. Notre peuple a subi 10 années de social libéralisme mais pourtant, il ne se soumet pas. Je pense aux « Gilets jaunes », au mouvement contre les retraites, à la marche climat, aux luttes nombreuses pour l'emploi, contre le racisme, aux Me Too, aux mobilisations contre les violences policières, pour les libertés. Notre responsabilité est de bâtir autour d'un projet de rupture économique, sociale et écologique, profondément nourri des idées communistes, un rassemblement à vocation majoritaire. C'est d'oeuvrer au rassemblement des forces politiques et citoyennes qui en pourraient être porteuses. C'est la condition pour briser la mécanique de l'abstention populaire. Envoyons ce signal d'espoir. Ouvrons publiquement des discussions sur le programme, et allons vers la construction d'un accord portant à la fois sur la candidature à l'élection présidentielle et un

partage des candidatures pour les législatives. Et souvenons-nous que c'est toujours lorsque le PCF a su s'ouvrir et créer les conditions du rassemblement de la diversité (le Front populaire, le programme du CNR, le programme commun, le Front de gauche), qu'il a permis des avancées sinon des victoires, et qu'il a pu rayonner et regagner en influence.

Anaïs Fley – Hauts-de-Seine

Bonjour à toutes et tous, je vais encore une fois intervenir dans notre débat de Conseil national avant tout en tant que secrétaire nationale de l'UEC, car la situation des étudiants·es, vous le savez, plusieurs interventions l'ont abordée, est dramatique et appelle à la plus forte réactivité.

Le Ministère de l'enseignement supérieur a entamé depuis 2 semaines la réouverture des universités pour les L1 et L2, mais toujours fermées pour les autres. Malgré le degré extrême de saturation dans lequel nous sommes, nous savons que la situation sanitaire exige des mesures strictes, et nous nous y plions avec responsabilité. Cependant l'absence actuelle de stratégie de Mme Vidal est impardonnable : on ne rouvre pas les universités au hasard ni au doigt mouillé, mais avec une réelle stratégie de vaccination qui permette à l'ensemble du pays de se déconfiner en toute sécurité.

D'ici-là, bien sûr, le cafouillage actuel autour d'un reconfinement national empêche de se projeter quant à la réouverture progressive des universités. Il est donc urgent de traiter la crise dans laquelle sont les étudiants·es en ayant conscience qu'il n'existe pas de solution magique dans laquelle les facs rouvriront pour tout le monde dans de brefs délais. Or, après de nombreux témoignages d'étudiants en situation de détresse psychologique et de décrochage, après que plusieurs tentatives de suicides soient passées discrètement dans l'actualité, la situation des étudiants préoccupe plus que jamais. Heureusement, les initiatives de solidarité se multiplient envers les étudiants·es, à l'initiative des associations de quartier bien sûr, mais aussi à celles des étudiants·es communistes, des sections du PCF, et du secours populaire. Si cet élan solidaire ne nous fait pas oublier l'inaction de Mme Vidal, il réchauffe le coeur et surtout, remplit le frigo.

Ces aides solidaires permettent de lutter dans l'urgence contre la pauvreté des étudiants·es, mais c'est bien aux racines de cette précarité qu'il faut s'attaquer dès à présent pour mettre fin à cette situation dramatique. La revendication pour un revenu étudiant au-dessus du SMIC, financé par les cotisations sociales continue de mobiliser, avec près de 10.000 signatures sur la pétition de l'UEC à l'heure actuelle, et avec des discussions qui avancent avec les syndicats étudiants pour porter plus loin cette bataille. C'est bien la reconnaissance de leurs études et de leur place dans la société que demandent les étudiants·es, de la dignité, en somme, et non la charité. Je remercie à ce propos Fabien de ses mots d'encouragement dans son rapport, et je confirme que, à l'occasion de la Semaine de la pensée marxiste, de nombreux événements seront organisés pour donner de la force à ce débat, en lien avec les fédérations.

Pour résumer les revendications des étudiants et des étudiantes et de l'UEC pour sortir de la crise de l'enseignement supérieur : mettre fin de toute urgence à cette situation de précarité extrême en mettant en place un revenu étudiant ; accompagner pédagogiquement et psychologiquement les étudiants pour s'assurer qu'on ne décroche pas, qu'on n'abandonne pas, qu'on sente qu'on a notre place dans le système universitaire, et bien sûr que les soins psychologiques soient intégralement remboursés par la Sécurité sociale ; mettre en place un véritable plan stratégique vaccinal pour sortir tout le pays du confinement, et donc les étudiants·es. En tout état de cause, ce que nous oblige à voir la crise que vivent des centaines de milliers d'étudiants, c'est que, comme des millions de Français, ce qu'il adviendra de notre pays durant ces prochaines années sera pour elles et eux synonyme soit de souffrance et de faim, soit de soulagement et d'espoir. Nous l'avons toutes et tous compris, la pandémie dans laquelle nous nous trouvons est un premier pas engagé dans une nouvelle ère de crise climatique, et ce cap franchi ne connaît pas de retour en arrière. Les étudiants le savent, il n'y a guère plus de temps pour trouver une place dans la société et se rendre utile pour changer les choses. Or c'est sûrement une des raisons les plus profondes qui poussent nombre d'entre nous à abandonner, à force d'isolement et d'absence de perspective.

Est-ce qu'on souhaite que les étudiants·es, que la jeunesse se mobilise à nos côtés pour 2022 ? Ce à quoi les millions d'entre nous sont confrontés aujourd'hui, c'est une réalité simple : il n'y aura pas de seconde chance pour changer les choses, il s'agit de la dernière échéance pour faire triompher les travailleurs et la démocratie, pour mettre le mouvement social au pouvoir, et pour nous attaquer de toute urgence à restructurer le pays pour répondre enfin à la crise climatique et sanitaire. Bien sûr, nous y parviendrons en expliquant dès maintenant à tous ces jeunes comment nous allons nous y prendre, et ils nous écouteront et répondront avec toute l'intelligence et l'enthousiasme qui sont les leurs.

Denis Durand – Paris

Je rejoins un point, et un seul, de l'intervention de Pierre Laurent : la façon très antidémocratique et très propice à la division dont a été préparée la conférence régionale en Île-de-France est l'exemple même de ce qu'il ne faut pas faire pour nos prochains débats. La course de vitesse entre le virus et

les moyens de le combattre n'est pas le seul aspect angoissant de la situation. En ce moment, l'économie – et avec elle toute la société – ne tient que sous perfusion d'argent apporté par les États avec un financement plus ou moins direct par les banques centrales. La BCE a augmenté son bilan de 2 000 milliards d'euros depuis mars 2020. Les autres grandes banques centrales en ont fait autant. Elles vont continuer, même si la pandémie se calme, car si elles arrêtent, l'économie s'effondre, à commencer par les Bourses qui sont l'objet de toute leur sollicitude. Mais jusqu'où ? Combien de temps l'économie peut-elle tenir en apesanteur avec de l'argent qui coule à flot pendant que la création de richesses s'effondre ? Ça donne le vertige. Tout dépendra d'une chose : aujourd'hui, et demain si l'épidémie reflue, est-ce qu'il y aura assez de femmes et d'hommes sur la planète, avec une bonne formation, pour créer efficacement les richesses indispensables à tous les habitants de la planète pour manger à leur faim, accéder aux médicaments, à l'eau, à l'énergie, aux informations, aux services essentiels qui sont la condition d'une vie civilisée ? C'est pourquoi il n'y a rien d'aussi important, pour aujourd'hui et pour l'avenir, que de sécuriser l'emploi et la formation : c'est répondre aux exigences sociales immédiates et c'est la condition vitale d'une issue à la crise. Évidemment, faire ça n'est pas rentable ! Ça augmente le coût du travail ! Mais c'est bien de cela qu'on crève aujourd'hui et qu'on risque de crever au sens propre demain : la rentabilité capitaliste ! Les grands groupes suppriment des emplois à tour de bras avec la bénédiction des marchés financiers. Macron les aide et refuse toute embauche dans les services publics au nom du cantonnement de la dette ! Ils préparent donc une catastrophe sociale et écologique comme relais de la crise sanitaire et économique. Mais la gauche dans l'état où elle est aujourd'hui ne peut pas relever ce défi. Redistribuer par l'impôt des richesses que le capital ne veut plus créer ? faire payer les dégâts du capital par la collectivité en faisant de l'État l'« employeur en dernier ressort » comme le propose Jean-Luc Mélenchon ? Voilà autant de façons dérisoires, non pas de corriger les défauts du capitalisme comme ils le croient, mais bien plutôt de l'assister dans son oeuvre de destruction de la civilisation. C'est ridicule ! Aucune chance de réaliser un rassemblement majoritaire sur ces bases. Aucune chance de faire face à la poussée de Marine Le Pen. C'est bien pourquoi la présence dans l'arène politique, avec une candidature communiste à l'élection présidentielle, de la seule force qui axe son action sur la bataille contre la domination du capital est une nécessité vitale. Pour la gauche et son unité, pour battre la droite et l'extrême-droite, pour le peuple de France et même audelà. Pas une candidature identitaire ou de témoignage, trois petits tours et puis s'en va ! La priorité, pour y parvenir, est de marquer beaucoup plus fortement, dans notre résolution, l'importance structurante de notre campagne pour l'emploi dans notre bataille pour des objectifs immédiats ouvrant la perspective d'un changement politique à la hauteur de la crise que nous vivons. Dans les premières étapes de cette campagne, nous avons constaté que l'objectif d'éradication du chômage fait mouche chez nos interlocuteurs. Mais c'est un objectif qu'on n'atteindra pas par décret. C'est l'objet d'une bataille qui va jusqu'au dépassement du marché du travail capitaliste mais qui commence maintenant dans les luttes contre les suppressions d'emplois, pour les embauches massives dans les hôpitaux et dans tous les services publics avec des préembauches de jeunes, avec un plan d'urgence pour sauver nos millions de PME-TPE en les émancipant du coût du capital. C'est une bataille dans laquelle les élections régionales sont une étape stratégique avec notre exigence de conférences régionales pour l'emploi, la formation et la transformation productive et écologique.

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Je partirais dans mon intervention de deux éléments qui marquent profondément l'actualité de notre pays. D'abord l'extrême montée de la pauvreté en Seine Saint-Denis et dans notre pays. Un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, plus de 10 millions de Français sont considérés comme pauvres, des millions d'autres ont peurs de sombrer dans cette situation. Les conséquences politiques en sont lourdes et engendrent des comportements politiques que nous devrions prendre le temps d'analyser et de comprendre. Cette situation appelle aussi à travailler avec toutes celles et ceux qui les vivent et les combattent. Car, outre l'angoisse et les situations de repli que cela engendre, en France des centaines de milliers de personnes s'engagent quotidiennement pour combattre les conséquences de la pauvreté et sont à la recherche d'actions communes, de réflexion, pour reconstruire de la perspective, du débouché politique à leur colère et à leurs engagements. En Seine-Saint-Denis, 280 000 personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté soit 17,5% de la population, 35 000 personnes vivent avec moins de 885 euros par mois ... Face à cette situation, nous avons lancé une grande campagne qui lie gestes concrets de solidarité, une pétition pour le versement du RSA aux jeunes dès 18 ans et revient sur les profits réalisés y compris pendant la pandémie et nous permet de retisser du lien avec les associations de solidarité du département dans la perspective d'états généraux de la solidarité. Le second élément qui me fait réagir est le sondage qui donne Marine Le Pen à 48% au second tour de l'élection présidentielle. Certes, ce n'est qu'un sondage. Mais c'est un élément de la situation politique que nous ne pouvons ignorer. Car au-delà des chiffres, ce sondage doit nous pousser à approfondir notre réflexion sur la situation politique.

Elle peut malheureusement basculer vers le pire. Un certain nombre d'éléments en sont désormais réunis : angoisse, peur du lendemain, recherche d'ordre, de boucs émissaire, divisions, repli sur soi, manque de perspectives et d'espoir... Je pense qu'il nous faut prendre en compte la gravité de cette situation et à partir de son analyse la plus fine, réfléchir à notre rôle pour la faire évoluer et à notre utilité dans cette situation. Bref, réfléchir aux enjeux de 2022 en termes de devenir pour notre pays et pour notre peuple. Nous ne pouvons pas partir avec l'idée que la situation est figée et que nous ne parviendrons pas à la faire bouger. Notre rôle est de chercher à rouvrir de la perspective, à redonner espoir. Car malgré les désillusions qui sont fortes, 2022 est vécu par les Français comme un moment politique qui peut faire bouger les choses. Je partage donc l'idée du rapport d'engager en grand la réflexion dans notre parti pour travailler en ce sens et décider de notre positionnement dans la perspective des échéances de 2022. L'élection présidentielle mais aussi les élections législatives. Ne nous laissons pas enfermer dans la présidentialisation de la vie politique et l'inversion du calendrier. Le nombre de députés communistes comme la construction d'une nouvelle majorité de gauche doivent être des sujets centraux de notre réflexion. Enfin, je pense que ce débat, qui va nous demander beaucoup d'efforts collectifs, doit se faire dans un climat de respect, d'échange et de construction d'une véritable réflexion. Ce n'est pas toujours ce à quoi nous assistons et je pense que cette nécessaire démarche est en opposition avec le lancement d'une pétition animée par des membres du CEN qui devraient plutôt se positionner en garant de la démocratie, du respect de nos statuts, de la réflexion et de l'unité des communistes plutôt que comme des influenceurs.

Christian Picquet – Haute-Garonne

Aujourd'hui, la direction du parti engage une discussion, que nous devons approfondir, sur le moment politique dans lequel nous entrons. Elle est très importante. La crise généralisée du capitalisme globalisé, que révèle et accélère la pandémie, rend en effet totalement instables les modes et formes de la domination du capital, de même qu'elle se traduit par des convulsions politiques d'immense ampleur un peu partout dans le monde. L'un des traits nouveaux de ce maelström est l'accélération de la crise de la nation française. Celle-ci se traduit, comme l'évoquait Fabien dans son rapport, par ce « sentiment d'humiliation » qu'éprouvent nos concitoyennes et concitoyens devant la gestion de l'épidémie de Covid-19 par les gouvernants. Tout cela rend totalement imprévisibles les développements de la situation. Le divorce entre une partie du peuple, ses classes travailleuses et populaires, et la représentation politique traditionnelle atteint maintenant un point de bascule. D'un côté, la classe dirigeante ne parvient plus à maîtriser les dynamiques à l'oeuvre, mais, de l'autre côté, il n'apparaît pas d'issue progressiste crédible du côté du mouvement ouvrier et de la gauche. C'est de cette double défaillance que peut surgir une réponse autoritaire, menant en cause la démocratie et la République. Une course au recours bonapartiste est engagée à droite et à l'extrême droite. Le sondage qui place presque à égalité Emmanuel Macron et la présidente du Rassemblement national en est la plus récente expression. Rien n'est joué, les débats politiques évoluent sans cesse, les fragmentations s'accompagnent d'un début de reclassements. C'est particulièrement vrai à droite, mais cela existe également à gauche. Parce que les enjeux sont de cette nature, la réponse à gauche ne peut être simplement résumée à des formules bricolées d'alliance des faiblesses de chacun. Et elle ne peut consister en un ralliement à une candidature autoproclamé rassembleuse, en fonction des résultats de sondages aléatoires ou des supposées proximités idéologiques que nous aurions avec tel ou tel. Parce qu'elles ne s'emploient pas à prendre les problèmes de la France à la racine, ce genre de solutions ne peut sortir la gauche de l'état de déréliction historique où elle se trouve. Rouvrir le chemin à une solution d'espoir suppose trois conditions. D'abord une visée stratégique clairement affirmée : la reconquête du monde du travail au sens large, dans la mesure où, sans lui, aucune majorité politique ne pourra voir le jour. Ensuite, un programme pour la France, dont les grands axes puissent apparaître à une large échelle porteurs d'une issue crédible à la crise. C'est-à-dire d'un programme qui parte de l'état des consciences, autant que des attentes qui apparaissent majoritaires dans la société, pour tracer l'horizon d'une rupture avec les logiques dominantes. Qui porte le fer sur la question clé, ignorée du reste de la gauche et des écologistes, du pouvoir du capital, de l'appropriation privée des biens communs, de l'utilisation de l'argent, de la répartition des richesses. Qui réponde à l'aspiration, de plus en plus massive, à la sécurisation de tous les âges de la vie, grâce à l'ambition d'un nouvel âge de la Sécurité sociale. Qui lie indissolublement reconquête industrielle et nécessaire transition écologique. Qui se fasse l'écho du besoin montant de démocratie et de souveraineté pour les citoyens et les travailleurs, jusqu'à poser la question du rôle nouveau que doit assumer la France en faveur d'un nouvel ordre du monde. Enfin, troisième condition, une force pour porter cette visée jusque dans le cadre de l'élection présidentielle. S'il y a besoin d'une candidature communiste à ladite présidentielle, ce n'est pas seulement dans une logique d'affirmation de notre identité. C'est parce qu'il s'agit du moyen incontournable de peser sur la reconstruction d'une gauche réellement porteuse d'une perspective de changement.

Pour peser, il faut exister !

Nous avons, à partir de là, à construire un récit en direction du pays. Ce récit, c'est une candidature qui ne se résout pas à la débâcle qui menace la France et la gauche. C'est une candidature qui se défie du présidentielisme dominant par ailleurs, y compris dans le reste de la gauche, parce qu'elle veut coconstruire un projet de changement avec les forces vives du monde du travail et de la création, avec la jeunesse, avec les acteurs du mouvement social. C'est une candidature qui porte une offre politique de nature à faire bouger les lignes, à reconquérir les classes populaires, à faire reculer la droite et l'extrême droite, à créer ainsi les conditions d'une nouvelle majorité politique pour le pays. C'est une candidature qui, en cherchant à enclencher une telle dynamique à la présidentielle, veut permettre le rassemblement de la gauche à l'occasion des législatives, scrutin qui sera déterminant puisque c'est de lui que pourra sortir une majorité de députés agissant en faveur d'une nouvelle politique. Voilà le récit qu'il nous revient de dérouler... Si les communistes décident, comme je le souhaite, d'avoir une candidature, celle-ci devant être selon moi celle de notre secrétaire national.

Clara Gimenez – Hérault

Nous avons été dans l'Hérault à la rencontre des travailleurs en lutte, EDF, Schneider ou encore Sanofi. Les salariés que nous avons rencontrés ne se contentent pas de défendre leurs emplois ou leurs métiers, ils élaborent des propositions quant à un vrai service public de l'énergie, à la lutte contre la précarité énergétique, à l'avenir du modèle énergétique français, au besoin d'une recherche publique au service de tous, au besoin d'une réindustrialisation de la Nation. Ces travailleurs mènent un combat pour la dignité, en même temps qu'un combat de classe. A chaque fois, nos interventions, celles de nos élu-e-s, et les communications de Fabien sont appréciées et même relayées. Tous ont conscience de la nature profondément politique de leurs luttes, et nous trouvent sur leur chemin comme des porte-voix. Nous avons besoin d'amplifier notre présence, notre organisation et nos prises de paroles, d'être les porteurs d'un autre modèle de société, une société socialiste, de porter un espoir pour cette classe ouvrière. Et quoi de mieux qu'un candidat à la présidentielle pour proposer une alternative révolutionnaire au capitalisme, et qui de mieux pour la porter que Fabien qui se fait déjà le relai des luttes sur le terrain mais aussi médiatiquement. Nous devons nous mettre en ordre de bataille pour affirmer à l'occasion de la présidentielle et des législatives la nécessité d'un Parti Communiste en France pour porter la voix du monde du travail et des quartiers populaires, pour porter une ambition révolutionnaire, que personne ne pourra porter à notre place.

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime (non communiquée)

Igor Zamichiei – Paris

A l'heure où nous ouvrons le débat sur nos choix pour les échéances de 2022, je veux dire aussi clairement que possible mon regard sur le chemin parcouru, les obstacles à lever, et donner mon avis dans le débat qui doit désormais se déployer pleinement dans le parti. Fabien Roussel a pointé dans son rapport des enjeux importants que je partage. Il a proposé une analyse et des perspectives qui, si nous travaillons à les approfondir ensemble, peuvent créer une dynamique puissante en vue de la présidentielle et des législatives. Tout, dans le contexte que nous vivons, appelle à une intervention communiste. La crise, dans toutes ses dimensions, met plus que jamais en lumière le fait que les logiques capitalistes et les dogmes libéraux ne permettent pas de relever les défis du siècle. Recréer de l'espoir dans notre pays, proposer un autre chemin aux Français-es, est une nécessité. Et cela a déjà commencé. C'est pour moi le plus important à l'heure où nous initions le débat sur les échéances de 2022. Car ce qui compte ce sont les actes. Notre direction, Fabien lui-même, l'ensemble des communistes qui militent partout en France ont fait la preuve ces derniers mois de notre capacité à porter une voix originale et utile dans le pays. Et cela, alors que nous affrontons les conditions les plus difficiles pour le déploiement de l'activité communiste. Ce n'est qu'un début mais mesurons le chemin parcouru. Trois éléments :

- 1) Premièrement, toutes nos initiatives portent une adresse au monde du travail et de la création et aux catégories populaires. Mercredi dernier Fabien était à Sanofi pour appeler à la réquisition des chaînes de production, engager sans attendre la constitution d'un pôle public du médicament, proposer la nationalisation et la démocratisation du groupe. Et combien d'entreprises visitées, de salarié-e-s rencontré-e-s, de propositions portées pour que leurs combats débouchent sur des avancées ? En fin d'après-midi, Fabien sera à Montreuil avec les camarades et les associations, pour faire grandir le besoin de solidarité concrète, proposer d'agir immédiatement et structurellement contre le chômage et la précarité.
- 2) Deuxièmement, dans toutes ces initiatives, nous désignons systématiquement l'adversaire : le capital et ceux qui le servent dans les institutions, les banques et les grands groupes.
- 3) Troisièmement, peu à peu les propositions que nous mettons en débat dessinent un projet pour la France.

Pour sortir de la crise sanitaire en faisant de la santé un bien public, de la production à l'organisation des soins ; pour sortir de la crise économique et sociale en poursuivant l'oeuvre de sécurisation d'Ambroise Croizat, celle de Thorez, d'Anicet Le Pors et de tant d'autres pour développer le service public ; pour une réindustrialisation relevant le défi des besoins humains et écologiques ; pour une souveraineté nouvelle, du quartier à l'entreprise ; pour l'émancipation de chacun·e en luttant contre le racisme et les discriminations, en faisant progresser les droits et l'égalité réelle, à commencer par l'égalité femme-homme, comme nous l'avons porté en matière d'égalité professionnelle l'an dernier. Tout cela, mes camarades, toutes ces propositions, si nous savons les faire entrer en dialogue avec les colères et les attentes de nos concitoyen·ne·s, peuvent dessiner un projet pour la France qui rassemble, qui débouche sur des avancées, qui montre l'utilité de notre parti et renforce la gauche toute entière. Ces idées, ce projet que nous construisons avec les Français·es, notre pays en a besoin. J'en tire deux conclusions.

La première, c'est que le travail de ré-identification du parti dans la société française que nous appelons de nos voeux au dernier congrès a bel et bien commencé. Ce n'est pas rien. C'est même beaucoup dans une situation aussi instable et complexe que celle que nous vivons.

La deuxième, c'est qu'initiative après initiative, nous sommes en train de créer les conditions d'une influence nouvelle du PCF dans le pays. Non pour nous-mêmes mais pour celles et ceux qui sont exploité·e·s et dominé·e·s. Le travail qui reste à produire est néanmoins immense. Nous avons encore de nombreux obstacles à franchir pour être à la hauteur des défis à relever pour le pays : faire reculer plus efficacement les idées obscurantistes et fascistes qui se nourrissent de la crise, faire sauter les verrous au changement que constituent des idées comme le poids de la dette ou l'impossibilité du changement dans la mondialisation, trouver les voies politiques, par notre message et nos initiatives, pour dépasser les nombreux facteurs de division de la base sociale que nous voulons rassembler, ce qui implique notamment d'être plus précis dans nos propositions et de mieux articuler lutte contre l'exploitation et lutte contre les dominations. Parallèlement, nous devons identifier les points d'appuis, nombreux, malgré la gravité de la situation, pour faire progresser notre ambition : des idées importantes progressent, comme le fait que la soumission aux intérêts privés est un frein à la réponse aux besoins et que la santé doit être un bien commun ; des mouvements sociaux existent dans la santé, l'éducation, la jeunesse, l'industrie... il faut les amplifier en dialoguant avec leurs acteurs ; des avancées sont arrachées au pouvoir, Fabien en a cité dans son rapport, il en faut de nouvelles. J'ai la conviction que si nous voulons désormais franchir une étape supplémentaire, alors nous devons présenter une candidature communiste à la présidentielle et prendre appui sur la dynamique politique que nous serons en capacité d'impulser pour placer toutes les forces de gauche devant leurs responsabilités et travailler pour les législatives à construire une majorité basée sur un projet partagé de rupture avec les politiques du quinquennat Macron et d'innovation sociale, écologique et démocratique. Un dernier mot pour dire qu'au regard de ce que nous avons construit depuis un peu plus de deux ans, celui qui est aujourd'hui à mon sens le mieux placé pour porter notre ambition politique à la présidentielle est Fabien Roussel.

Naïma Senanedj – Bouches-du-Rhône

Je souhaiterai m'exprimer sur 2 points :

- Le premier concerne les appels qui circulent sur les réseaux sociaux ou encore par envoi de mail de manière très sélective. Je n'irai pas sur le fond de ces appels, ni sur les signataires et encore que mais plutôt sur la forme. Je m'excuse quitte à paraître « vieux jeu », ou encore ancienne école, mais je trouve cela déplacé et choquant. Vous me direz que cela ne date pas d'aujourd'hui, mais j'ai la possibilité aujourd'hui de m'exprimer et de le faire savoir car je n'en pensais pas moins avant. Ce genre de démarche va à l'encontre même de ce que nous sommes, à savoir un parti organisé, structuré... et nous nous efforçons chaque jour les uns, les autres, à dire que cela fait notre force. En tant que direction nationale nous devons oeuvrer à faire vivre la démocratie dans notre parti, et faire vivre la souveraineté des adhérents par le biais de nos structures. Petit rappel, puisqu'il en est fait référence dans la bouche de nombreux camarades : le 38ème Congrès. Lors de celui-ci, nous nous sommes engagés à revaloriser le rôle, les moyens et la souveraineté des organisations de proximité, nous disions que la proximité est un niveau décisif, et que nous devons travailler partout à développer les organisations de proximité comme leur structuration. Travailler à articuler le développement du débat démocratique interne à tous les niveaux, fournir à tous les niveaux, les éléments permettant une prise de décision instruite et une pleine souveraineté des adhérents pour leur mise en mouvement ; il est vrai aussi, que nous faisons également le constat que la révolution numérique bouleverse la manière de faire de la politique, que cela créé de nouveaux processus et lieux de politisation. Mais nous rappelions que ces moyens technologiques sont une aide au travail militant et quand aucun cas il ne remplace les débats nécessaires dans les organisations territoriales et d'entreprises. Ce genre de pratique dessert le parti. L'utilisation, la manipulation que certains en font ne relèvent pas les débats bien au contraire. Nous devons pousser à faire vivre nos décisions de congrès. Faisons confiance aux communistes pour discuter, débattre, amender et voter et ce, en

toute lucidité. Laissons-les s'emparer des débats et des questions qu'ils leurs sont posées et elles sont nombreuses, dans nos structures et surtout dans le respect de nos statuts.

• Le second n'est pas à l'ordre du jour de notre CN et c'est bien dommage, porte sur le mail que nous avons reçu dans les fédérations, cosigné du responsable national à la vie du parti et du trésorier national. Et qui évoque la décision de ne plus éditer nationalement les timbres de cotisation.

Laisant libre choix aux fédérations de procéder à l'impression de celui-ci. Le motif à une telle prise de décision est la baisse des demandes de timbres de la part des fédérations. Cette décision doit être véritablement mise en débat dans nos instances. Elle soulève des interrogations sur le travail d'orga de notre parti : notamment quelle forme prenons-nous ? Oui, le motif invoqué pose de véritables questions sur notre rapport à l'adhérent, mais également sur nos ressources financières car il est un outil pour la bataille de la collecte de la cotisation. Il reste parfois le seul lien que nous avons avec certains adhérents qui ne sont plus, pas ou peu actif dans le parti. La remise du timbre permet un moment d'échange, de discussion, d'écoute avec ces adhérents.

Le timbre est pour beaucoup de camarades la preuve de leur engagement au PCF et leur fierté d'y être adhérent, il fait également preuve de leur paiement des cotisations et donc de leur souveraineté dans le parti au moment même où nous appelons à consulter largement les communistes sur de nombreux enjeux. Le motif évoqué ne peut me satisfaire, et me fait croire que nous sommes en échec au vu des objectifs que nous nous sommes fixés lors de nos différents congrès. « La carte d'adhésion, le timbre des cotisations sont des outils communs à tous les adhérents, il ne faut faire pas de disparité ». On doit s'attaquer à la cause et non à la conséquence. Le débat doit s'ouvrir et avoir lieu sur cette décision et être mise à l'ordre du jour d'un CN.

Sébastien Laborde – Gironde

Je vais évoquer rapidement 3 questions sur lesquelles l'affrontement de classe est important et sur lequel nous sommes à l'offensive et où nous devons amplifier notre action.

Sur la vaccination. Il y a une attente très importante de la population. Au-delà des décisions gouvernementales et des choix libéraux qui sont pris, cela montre l'incapacité de notre appareil industriel à fournir des vaccins, c'est une illustration des limites qu'imposent à la société la loi du marché, la concurrence libre et non faussée, et c'est une illustration du poids de la finance sur l'ensemble de la société. Le plan de licenciements de Sanofi est révélateur des logiques qui soutiennent les choix économiques des grands groupes.

Cela appelle de notre part d'être à l'offensive sur cette question, et en particulier sur la question de l'argent, son utilisation et sur les droits des salariés. D'ailleurs nous sommes entendus, et les déclarations d'Axel Khan nous donnent raison et du grain à moudre.

Sur l'éducation. A l'initiative du parti est paru, Fabien en a parlé, un appel pour des états généraux de l'éducation. L'école est aujourd'hui un lieu où le gouvernement avance en profitant des conditions sanitaires. Et cela appelle justement d'être très offensifs sur les propositions pour la reprise des cours, le dédoublement des classes et permettre aux lycéens et aux étudiants autant que possible de suivre leurs études avec des inégalités sociales qui s'exacerbent à l'école et se traduisent en inégalités scolaires et d'accès aux études et aux savoirs. C'est je crois une initiative dont le parti et les fédérations doivent s'emparer car elle aborde la question de l'école en terme d'enjeu de société, de civilisation, l'élévation du niveau de connaissance d'une classe d'âge, pour une école commune émancipatrice pour toutes et tous.

Sur la jeunesse. Elle est touchée de plein fouet par la crise économique, le chômage explose, et ce n'est pas fini. La jeunesse est aujourd'hui empêchée de s'engager, horizon bouché, un avenir totalement opaque. La jeunesse des quartiers populaires, la jeunesse lycéenne et étudiante. La JC et l'UEC sont à l'initiative, nous avons pris des décisions concernant nos orgas de jeunesse et notamment d'appuyer leurs batailles, de les rencontrer, nous devons le faire et même avoir un état des lieux.

Nous sommes rentrés dans une phase d'affrontement très importante qui va se traduire dans les institutions par des contradictions qui vont s'exacerber sur le plan des politiques menées que ce soit dans les régions et les départements. Tout cela alors que la gauche est dans un état de faiblesse très préoccupant et où personne à gauche ne porte le niveau d'ambition en terme d'alternative politique et de contenus propres à ce que l'électorat populaire revienne à gauche pas seulement pour battre Macron, mais pour un changement de politique profond. Je partage ce que disait Yann Le Pollotec sur les causes de cet affaiblissement : dont le projet Terra Nova qui date d'une quinzaine d'année et qui disait en substance :

1. L'idée que la classe ouvrière et le salariat, les catégories populaires sont un frein au changement
2. Que le libéralisme, la loi du marché, la concurrence, la réduction de la dépense publique, le champs d'intervention des états dans l'économie ne doit constituer qu'à garantir le respect de ces lois est devenu une règle indiscutable et quasi naturelle
3. Et qu'il faut bâtir des majorités autour non pas des questions de classe, mais de valeurs,

d'affects, ou de questions sociétales

Cela a contribué à l'affaiblissement de la gauche, en lien avec des stratégies électorales qui intègrent l'abstention comme une donnée contre laquelle on ne peut rien, et c'est ce avec quoi la gauche doit rompre, et c'est cette incapacité à s'adresser à celles et ceux qui subissent les conséquences de la crise et des politiques menées qui conduit au niveau auquel se trouve Le RN pour la présidentielle notamment. Appeler à une candidature unique de la gauche pour battre Macron, ce n'est, je trouve, pas au niveau de l'ambition de reconquête idéologique et politique nécessaire. Doit exister dès maintenant une ambition de refondation de la gauche, de reconstruction sans préjuger du temps que ça prendra, et en faisant de 2022 un moment particulier. Donc c'est je crois autour de ces questions que nous devons donner à voir le sens et l'utilité d'une candidature communiste et c'est le débat que nous devons avoir dans le Parti d'ici à la conférence nationale.

Marie-Christine Burrigand – Rhône

Avant d'en venir à l'élection présidentielle, je voudrais tout d'abord dire qu'il faut mesurer et faire connaître l'acquis que représentent pour les quartiers populaires les 3, 3 milliards dédiés du Plan de relance, suite à l'appel des maires largement portés par les maires communistes. D'abord parce que ces moyens se déclineront de manière très concrète, si la pression demeure et les citoyens s'en mêlent. Cela concerne 10 millions d'habitants et des difficultés urgentes comme l'emploi, la solidarité, la santé, la sécurité. Ensuite parce qu'il faut s'appuyer sur tout ce qui combat la fatalité et permet l'action et l'organisation. Les médias parlent beaucoup du climat dépressif des Français. Il est clair que ce sentiment est fort, mais avant d'être dépressifs les Français subissent la non alternative à la situation sanitaire mais aussi économique, culturelle et démocratique. C'est important de redonner confiance dans l'action et de ramener du débat politique dans la proximité. Je pense aussi aux manifestations pour la défense de l'éducation nationale ces derniers jours. A quoi va servir l'élection présidentielle : à élire un président ou à ouvrir une issue politique et renforcer le mouvement populaire? Va-t-elle rejeter toujours plus d'électeurs·trices et particulièrement les électeurs et électrices populaires dans la désillusion et l'abstention voir le vote RN ou au contraire à permettre leur réengagement dans la vie politique et ainsi créer les conditions d'affaiblir Marine Le Pen . Sur ce point, ne créons pas de faux débats. Nous voulons tous battre le RN et le marginaliser dans l'espace politique, c'est sur la manière de faire que nous avons un désaccord. Faut-il reproduire les situations de 2012 et 2017 qui n'ont pas arrêté durablement la montée de l'extrême droite? La faiblesse de la gauche tient-elle d'abord à sa division, nous pourrions aussi parler de ses différences, ou à ses reniements et à la faiblesse du courant révolutionnaire en son sein? On parle beaucoup du caractère populiste de Mélenchon. Mais ce qui le caractérise d'abord, c'est sa déclinaison de la social démocratie qu'il revendique d'ailleurs dans sa référence assumée à François Mitterrand , Anne Hidalgo se préparant éventuellement à en porter un autre pied.. Alors que nous entrons dans une nouvelle période historique, comment le PCF pourrait-il s'effacer ? C'est pourquoi, je crois qu'une candidature issue du Parti communiste français à la prochaine présidentielle est un élément essentiel pour modifier la situation politique et démocratique, le rapport de force dans le pays et de fait renouveler l'offre politique à gauche. Et pour moi, cette candidature est celle de Fabien Roussel car il a engagé un travail important pour reconstruire nos liens avec le monde du travail et les catégories populaires. Sur les conditions de la conférence nationale ; 1000 délégués, cela rend obligatoire d'aller vers les communistes et notamment les sections, c'est un gage de démocratie. Cela va nous demander beaucoup de rigueur en amont pour que le débat se passe bien mais c'est la bonne jauge. Je suis favorable à ce que l'appel à candidature soit fait aujourd'hui parce qu'il est un élément du débat important. Ensuite le repousser au 13 mars , cela veut dire le temps des déclarations de candidatures, que les communistes n'auront les éléments sur la candidature que très près de la conférence nationale, c'est ne pas laisser le temps aux communistes de s'emparer de cette question.

Antoine Guerreiro – Val-de-Marne

Nous avons à réfléchir, dans un contexte très dur, à la stratégie du Parti communiste pour l'élection présidentielle et les élections législatives de 2022. Je crois que nous pouvons saluer les efforts de Fabien Roussel dans les médias et sur le territoire, pour tenter de porter voix dans le débat national. Cela étant dit, le secrétaire national doit aussi passer plus de temps à prendre soin de notre parti et de ses instances. Le délitement des liens entre communistes, la fin de toute fraternité, bref la désagrégation du parti communiste, représentent des dangers mortels pour l'avenir de nos idées et de notre organisation. Faire face à ces menaces est une priorité de chaque dirigeant·e. Ces tensions, bien sûr, ne nous aident pas à préparer la présidentielle. Je trouve nos débats sur 2022, souvent par Facebook interposés, très insatisfaisants. Nous devons rapidement hausser le niveau, sinon nous allons entrer en campagne en étant mauvais, divisés entre nous, et coupés des Français. Cette préoccupation du niveau politique des réflexions doit donc tous nous traverser, quel que soit le choix que nous portons pour la présidentielle. Alors dans ce débat, il y a pour moi deux difficultés

objectives auxquelles nous évitons soigneusement de répondre, et c'est un problème :

D'abord, Fabien Roussel affirme que la candidature communiste au 1er tour sera utile pour faire gagner la gauche au second, à l'instar de Georges Marchais en 1981. Cela signifie, tout d'abord, que nous comptons sur d'autres candidats de gauche pour parvenir, malgré et contre nous, au second tour. Cette conception pose donc, mécaniquement, le PCF en obstacle objectif au changement. Interrogeons-nous sur cette question. Mais au-delà, sommes-nous vraiment certains qu'il existe dans ce pays, à ce stade, une force de gauche en capacité d'atteindre le second tour et donc de rassembler plus de suffrages, soit que Macron, soit que LR, soit que le RN ?

Suite et conséquence : depuis 2017 les électeurs de gauche ont un cauchemar, la réédition en 2022 du scénario Macron vs Le Pen. Une part grandissante d'entre eux ne veut plus voter Macron, même pour faire barrage à l'extrême-droite. Et dans le même temps, personne ne conçoit de laisser les fascistes prendre le pouvoir. Cela veut dire, mathématiquement, qu'une question va s'imposer progressivement dans les têtes, jusqu'à devenir écrasante la veille du second tour : « il faut porter un candidat de gauche en tête, pour avoir une chance ». Si les forces de gauche ne se mettent pas d'accord, les électeurs·trices vont donc choisir eux-mêmes un·e heureux·se élu·e... et tout le reste des candidats·es (y compris nous avec la superbe campagne que nous aurons sûrement menée) sera réduit en bouillie. C'est une réalité désagréable, mais incontournable. Des camarades mettent en avant « l'originalité de notre apport », la très belle campagne que nous pourrions faire, ou encore la crise exceptionnelle que nous vivons, pour justifier de présenter une candidature. On peut entendre tous ces arguments. Mais aucun ne répond aux deux éléments factuels et fondamentaux que je viens d'énoncer. Soyons lucides : si nous évitons ces difficultés, elles reviendront tôt ou tard en boomerang et nous devrons payer l'addition. Car à la fin, il n'y a plus de discours mais une réalité tangible, un résultat en nombre de bulletins dans les urnes. En fonction de notre résultat et de celui des autres forces de gauche il y a des conséquences à assumer, pour le Parti, pour la gauche, pour le pays. Pour ma part, tant que nous n'apporterons pas de réponse sérieuse à ces deux questions (le risque fasciste réel et la prime au leader à gauche), par défaut je me prononcerai en défaveur de la présentation d'une candidature issue de nos rangs. Je sais que beaucoup de communistes pensent comme moi. Dans cette situation, le pire serait que des décisions sur 2022 soient prises aux forceps. Cela ne favoriserait pas une campagne offensive sur le terrain. Alors pour les camarades souhaitant ardemment une candidature communiste réussie, il n'y a pas de secret, il faut convaincre, il faut répondre ensemble aux difficultés objectives. Je viens donc de donner mon avis, à ce stade. Maintenant, notre rôle de direction est aussi d'organiser les débats, de permettre à la souveraineté de tous les communistes de s'exprimer, même quand ils n'ont pas le même avis que nous. Je propose que la Conférence nationale, puis le vote des communistes prévu en mai, ne se contentent pas de décider de l'identité du candidat ou de la candidate pour 2022. La démocratie ne se satisfera pas d'un jeu d'épouvantails, nous avons besoin d'aller au fond des choses. Je propose que soient soumis à la discussion, puis au vote des communistes, le plan stratégique complet (ou les plans, si plusieurs propositions sont portées dans le parti), comprenant :

- 1- les quelques éléments programmatiques saillants que nous souhaitons porter, et qui constituent nos objectifs prioritaires pour le pays ;
- 2- le sens stratégique précis de la candidature, son retrait possible ou non en fonction de l'évolution de la situation et des accords possibles, et la nouvelle consultation des communistes à organiser le cas échéant ;

Je sou mets ces propositions au débat du CN, et souhaite un retour précis sur ces points. Je vous remercie.

Céline Malaisé – Paris (non communiquée)

Aymeric Seassau – Loire-Atlantique (non communiquée)

Pascal Joly – Val-de-Marne

Nous sommes encore loin du choc social qui se profile, consécutif à la crise économique amplifiée par la crise sanitaire. Chaque jour, des plans massifs de suppression d'emplois sont annoncés ; on mesure donc à quel point la question de l'emploi devient une question vitale pour des millions de gens, et l'enjeu politique des prochaines échéances électorales. Notre proposition de sécurisation de l'emploi et de formation peut trouver sur le travail un écho certain si nous savons la faire vivre concrètement, et être un axe de reconquête du monde du travail, comme notre dernier congrès en a affirmé la nécessité. Cela peut nous aider à regagner une conscience politique et dynamiser les luttes sociales que nous devons soutenir ou impulser. En claire, remettre de la conscience de classe dans les luttes. Nous sentons bien le piège politique qui nous est tendu, en essayant de nous enfermer, dans ce que Fabien Roussel a qualifié, à juste titre, de duo entre Le Pen et Macron. Un scénario imaginé par l'Élysée et orchestré chaque jour par les médias. Rien n'est joué à 15 mois de l'élection présidentielle. Ce scénario peut être bousculé. Mais nous ne pourrons pas le contrer par des raccourcis politiques et des appels désespérés, et au final, désespérants, à un hypothétique

rassemblement censé nous protéger de ce scénario. Ce serait réitérer ce qui a déjà échoué et abdiquer la nécessaire reconquête de la conscience politique sur un socle de classe. Et alimenter encore un peu plus le manque de perspective et de désespoir qui se traduit depuis un moment par une désaffection grandissante des urnes.

Notre tâche politique est de nous inscrire dans une patiente mais déterminée reconquête politique. Nous devons donc inscrire notre démarche dans cet objectif. Toutes les tentatives de réponse de type Keynésienne ou social démocrate, qui ne s'attaquent jamais au pouvoir du capital, ne font pas le poids face à l'ampleur et à la profondeur de la crise actuelle. La seule réponse de répartition des richesses, est nécessaire mais insuffisante, si rien n'est fait pour toucher au pouvoir du capital. Dans les entreprises et en s'attaquant au pouvoir des banques et de la finance. La hauteur des réponses que demande la crise nous ouvre un espace politique réel. La question est de savoir si nous l'investissons, en espérant la déléguer à d'autres en leur laissant le terrain libre et alimenter des idées qui ont toutes mené à l'impasse dans laquelle nous avons lentement glissé. Mon expérience de militant syndical, me fait affirmer que la seule addition de sigles syndicaux, en haut d'une déclaration ou d'un tract, au détriment du contenu, n'a jamais été un facteur de mobilisation de masse, et a souvent contribué à brouiller la hauteur des réponses nécessaires. Pour toutes ces raisons, et en nous inscrivant dans cette démarche d'ensemble, je suis convaincu qu'il faut, dans toutes les échéances électorales à venir, et notamment à l'élection présidentielle, avec la candidature de Fabien Roussel, assumer notre rôle de parti communiste.

Dominique Satgé – Haute-Garonne

Je ne reviendrai pas sur le constat fait par Fabien Roussel dans son rapport sur la gravité de la crise actuelle et sur la responsabilité politique qui est la nôtre dans ce contexte. Et c'est bien en ayant toutes et tous en tête la gravité de la situation et la conscience de notre responsabilité que nous préparons ces échéances électorales, d'abord celles des départementales et des régionales, puis de la présidentielle et des législatives de 2022. Face à la faiblesse historique de la totalité des forces de gauche et écologiste, face au danger de l'extrême-droite à deux pas du pouvoir, ou de l'élection d'un représentant du monde de la finance, la question clé est bien de parvenir à remobiliser celles et ceux qui constituent la base sociale « naturelle » de notre parti : le monde du travail, des précaires, des « laissés-pour-compte » du système capitaliste, de remobiliser celles et ceux qui constituent le gros des bataillons de l'abstentionnisme. Encore faut-il s'adresser à eux, contrairement aux préconisations de Terra Nova, et je rejoins totalement à ce propos, les interventions de Julia Castanier et de Yann Le Pollotec. Les luttes en cours dans de nombreuses entreprises, les nouvelles formes de mobilisation des jeunes, montrent qu'un fort potentiel existe. Mais une issue progressiste crédible fait cruellement défaut. Notre force militante, même affaiblie, présente sur l'ensemble du territoire, nos rapports historiques avec le mouvement syndical, la cohérence de nos propositions (SEF, financement des SP, nouveaux pouvoirs démocratiques, propositions en matière d'écologie mais aussi pour la jeunesse, l'émancipation des femmes...) sont des éléments positifs pour nous permettre de nous adresser au mouvement social, et plus largement aux couches populaires. Le rôle de la candidature communiste à la présidentielle est bien de mettre en débat avec le mouvement social des propositions de rupture, des propositions qui correspondent à la gravité de la crise actuelle. Mais c'est aussi et surtout de travailler à l'implication du mouvement social au sens large, dans le débat des présidentielles et législatives. Car seule l'implication populaire dans ce débat peut permettre de concrétiser la possibilité de dépasser les divisions actuelles de la gauche, notamment pour construire une nouvelle majorité politique à l'Assemblée nationale.

A contrario, un rassemblement rabougri, négocié au sommet, un rassemblement « faute de mieux », derrière un candidat qui se veut incontournable, ne permettrait pas d'échapper à l'échec annoncé des forces de gauche et écologiste à la présidentielle et nous placerait dans les mêmes difficultés que celles de 2017 pour les législatives. Mettre au premier plan la co-construction d'un projet avec le mouvement social, c'est aussi un moyen de sortir d'un présidentialisme mortifère. En 2017, nous avons payé cher notre engagement derrière une candidature ultra-personnalisée, adoptant la posture de l'homme providentiel, qui a accentué les travers du présidentialisme, et nous a rendu largement inaudibles, malgré nos efforts, lors de la campagne des législatives.

C'est pourquoi nous devons lancer un appel à candidatures dans le parti dès aujourd'hui même si pour ma part, Fabien Roussel, par sa fonction de secrétaire national du PCF, me semble le plus à même d'incarner cette candidature collective des communistes et notre conception du rassemblement. Un mot enfin sur l'organisation de la Conférence nationale : il nous faut compenser la difficulté de ne pas pouvoir la tenir en présentiel par la possibilité d'impliquer un maximum de communistes dans le débat et dans la prise de décision. C'est pourquoi je suis favorable à une conférence nationale grand format telle que proposée, en prenant très en amont, les précautions nécessaires pour en assurer les moyens techniques à chaque fédération et en permettant aux communistes de débattre et d'amender au préalable le texte proposé dans leurs réunions de section.

Gilles Gourlot – Paris

Il a été évoqué ce matin le rôle de think-tank comme Terra Nova dont on peut mesurer aujourd'hui à quel point ils ont transformé la gauche en gauche, non plus de transformation sociale mais en gauche d'accompagnement des transformations du capital. Mais mesure-t-on à quel point cela a entraîné en conséquence les transformations du pays lui-même, laissant des zones exsangues en but à la désespérance, zones où la gauche et le PCF sont en voie de marginalisation, laissant un terrain favorable au confusionnisme et au RN. Cet état de fait, beaucoup plus que la perte de bastions, explique en grande partie nos difficultés à dépasser certains seuils, donnant une impression de faiblesse dans les grands rendez-vous électoraux nationaux, cela est vrai aussi pour les régionales. Il faut se mettre à l'écoute, répondre et se rendre audible, pour repartir à la conquête de ces zones et les ensemençer. Soyons prêts à prendre les dispositions opérationnelles nécessaires, rien ne repoussera tout seul.

Je suis en désaccord avec la proposition de Pierre d'impliquer les secrétaires fédéraux dans la préparation de la conférence nationale. Il faut une relation beaucoup plus directe avec les camarades, d'autant plus que ces secrétaires fédéraux seront encore sous la pression des élections régionales et départementales. Cela n'aidera pas à l'éclosion d'idées nouvelles. Je propose que des membres du conseil national s'impliquent dans des débats locaux, les animent et fassent remonter ce qu'ils y ont entendu. Il y a une forte demande de décroisement je pense qu'il faut y répondre. Pour éviter certaines difficultés avec nos partenaires de gauche, j'ai remarqué que l'on pouvait discuter de façon beaucoup plus détendue, une fois que l'on avait pris fermement position sur la question qui fâche. C'est aussi vrai entre nous. Je ne peux donc qu'inciter Fabien Roussel de se porter candidat dans les plus brefs délais.

Evelyne Ternant – Doubs

Nous avons à mener de front trois agendas, qui plus est dans une période de semi-confinement,

- les ripostes à la violence de la crise,
- le calendrier interne pour construire une candidature à la présidentielle, avec la préparation de la conférence nationale et du congrès.
- les échéances électorales de juin.

La difficulté est concrète, en terme de temps et d'énergie militantes, mais elle est aussi d'ordre conceptuel. La question qui nous est posée, c'est comment articuler de façon cohérente ces différents moments de notre action politique, comment ne pas cheminer dans trois couloirs séparés, avec les mobilisations d'un côté, le lancement d'une campagne communiste à la présidentielle d'un autre, et dans une troisième voie parallèle, une approche des élections régionales et départementales qui serait dominée par la question des alliances électorales, sous la contrainte d'éviter le désastre à gauche et renforcer nos positions élues. La candidature communiste à la présidentielle, que je soutiens totalement, ne doit pas être une candidature symbolique de représentation du monde du travail, ou pour montrer qu'on existe, ou encore que ce serait enfin notre tour. Elle se justifie parce que ni le capitalisme vert, ni le keynésianisme à l'ancienne d'une régulation par la redistribution fiscale qui ne porte pas atteinte aux gestions des entreprises et des banques ne sortiront le pays de l'ornière. Ce n'est pas la division de la gauche qui fait sa faiblesse, c'est sa faiblesse intrinsèque, politique et idéologique, qui crée l'abstention et la montée du RN, et contrairement à ce qui est écrit dans l'éditorial de l'Huma hier, il n'y a pas aujourd'hui à gauche le socle d'idées partagées en mesure de donner la perspective de changement, ni faire converger dans un mouvement populaire porteur d'exigences politiques les résistances sociales et les mouvements citoyens actuellement dispersés. Dans ce processus de construction de la candidature communiste, les élections départementales et régionales ne doivent pas être enjambées, être vécues en faisant le dos rond, comme un mauvais moment à passer en attendant la campagne de la présidentielle. Je pense qu'au contraire elles peuvent être un moment important pour identifier les axes de projet communiste, lui donner de la chair, initier des conquêtes démocratiques dans de nouvelles institutions, faire vivre concrètement des expériences de sécurisation emploi-formation, et ceci, quelles que soient les configurations stratégiques dans lesquelles nous nous retrouverons, qui ne peuvent pas être décidées dans le cadre d'un marchandage national, mais doivent, c'est nos statuts, se construire avec un vote des adhérents organisé démocratiquement, c'est à dire en connaissance de cause, à partir des réalités politiques locales, des contenus, et de notre représentation.

Néanmoins, et c'était très utile, une coordination nationale a eu lieu régulièrement pour savoir où nous en étions sur nos réflexions stratégiques dans chaque région, pour celles qui ont participé à ces réunions. Pour en revenir aux contenus, par exemple dans le domaine sanitaire : la pénurie de vaccins nous conduit à poser la question du bien public mondial, la réquisition des capacités de production nationales, le soutien à la recherche publique, le pôle public du médicament, la bataille financière pour que les SP ne soient pas les grands oubliés des plans relance», etc.. Mais nos programmes régionaux relaient également et fortement la question sanitaire avec :

-un moratoire sur les suppressions de lits et fermetures de services,

- la création des centres de santé pour lutter contre les déserts médicaux
-démocratie sanitaire pour remplacer les ARS, bras armé du ministère et incarnation de la technocratie qui applique servilement au secteur public les critères de rentabilité par des structures démocratiques associant les soignants , les usagers, les élus.
-des avancées dans la sécurisation emploi-formation avec des pré-recrutements d'élèves infirmiers et aides soignants puisque la formation sanitaire et sociale est de la compétence régionale).
On peut travailler à de semblables articulations entre luttes locales, propositions nationales national et déclinaisons territoriales dans la campagne pour l'emploi: par exemple, prendre appui sur les luttes autour des PSE et les destructions d'activités actuelles pour avancer sur la proposition de conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation écologique, couplées avec des fonds régionaux, mobilisant le crédit bancaire et les profits, afin de construire un pouvoir territorial face aux directions des multinationales et des banques. Nous devons donc nous poser la question : comment donner dans les semaines qui viennent de la visibilité nationale aux contenus communistes dans nos campagnes départementales et régionales, par delà les programmes qui auront été conclus avec les autres forces politiques, car l'identification par l'électorat du parti à son projet transformateur est un processus continu. Nous sommes dans une perspective de refondation d'un socle d'idées, d'initiatives et de mobilisations qui soit en mesure de faire face à la crise du capitalisme, un ensemble qui ne redonne non pas un espoir factice, car ce sont justement les désillusions et renoncements à gauche qui ont amené , avec l'aide des institutions de la 5ème république, le verrouillage sur le duo Macron-Le Pen, mais ouvre une perspective nouvelle. Ayons confiance en nous mêmes, ayons confiance en l'élan populaire qui peut réunir toutes celles et ceux, nombreux, mais éparpillés, qui cherchent aujourd'hui une issue véritable à l'impasse de civilisation où nous précipite le capitalisme.

Matthieu Gallois – Loiret (non communiquée)

Jean-Noël Aqua – Paris

La crise actuelle est multiple, sanitaire, économique, sociale, et désormais aussi démocratique, avec des dérives autoritaires où les garde-fous de l'état de droit sautent. Les logiques capitalistes sont toujours bien ancrées, avec ses injustices toujours plus profondes, avec par exemple la privatisation de l'énergie avec le plan Hercule, les profits sur la pandémie avec le scandale du vaccin, et des inégalités toujours plus criantes quand les milliardaires continuent à empocher des dividendes bien juteux. Enfin, la droite dure ascendant Macron, ou la droite extrême, ascendant RN, sont à l'affût. Jamais je n'aurais cru que le RN puisse être aux portes du pouvoir, comme il l'est aujourd'hui. Nous avons besoin de travailler une alternative. Avec quelques constats.

1. la « gauche » est faible
 2. la gauche est fortement divisée et éparpillée, accentuant la démotivation et l'abstention
 3. pas de perspective à gauche, pas de dynamique de rassemblement et de prise du pouvoir.
- Notre responsabilité, nous qui voulons dépasser l'état existant, est de ne pas acter une division incontournable, ne pas la prendre comme un fait acté.

Les difficultés sont multiples.

1. Le bilan du quinquennat Hollande a été dévastateur pour la crédibilité de la gauche. Un quinquennat qui a débouché sur un de ses ministres, Macron, qui élu, mène une politique toujours plus à droite.
2. Il n'y a aucune visibilité de transformations qu'une « gauche » pourrait porter collectivement, tant les propositions sont disparates et tant les anathèmes forts (seuls à gauche, seuls républicains etc)
3. l'éparpillement d'une gauche qui n'est en conséquence pas crédible sur sa capacité à prendre le pouvoir.

Nous avons besoin d'une stratégie à gauche qui vise la gagne. Tant sur la présidentielle que législatives. Nous devons viser une majorité à gauche en juin 2022, avec une forte présence (et groupe) communiste. Le Front de Gauche a été cassé. Il a été basé sur un programme exigeant et difficile à écrire. Il a été basé sur un rassemblement large et pluriel plus difficile encore, qui s'est fracassé sur les ambitions personnelles et stratégiques des uns et des autres. Dont acte. Notre responsabilité aujourd'hui est de redéfinir une stratégie de rassemblement. Basée sur deux choses.

1. un projet radical, qui s'attache aux logiques capitalistes et libérales au maximum
2. sur un rassemblement, où l'on s'allie et non se rallie, où l'on sait voir et vivre avec nos différences pour rester sur des exigences fortes. Ce projet radical pourrait ainsi semer des graines de communisme. En s'attaquant à la propriété des biens de production, par exemple en allouant des pouvoirs des salariés dans leurs entreprises et en promouvant la démocratie. En généralisant la logique des communs, par exemple en étendant la notion de gratuité dans un maximum de domaines. En mettant l'émancipation au coeur de notre projet, par exemple avec l'accroissement de

l'accès au savoir et au développement d'une recherche libérée des contraintes financières permanentes. En conjuguant les besoins humains et l'environnement, par exemple avec un plan d'investissement massif dans la transition énergétique... Notre responsabilité est donc aussi de promouvoir un nouveau rassemblement. Afin d'être utiles. Nous devons viser le long terme et le court terme. Et donc viser autant notre projet communiste que faire en sorte que les cinq prochaines années soient celles d'une alternative à Macron, ou pire à Le Pen. L'urgence du moment est donc de reconstruire une telle dynamique. Pour cela, nous devons parler tant de présidentielle que de législatives. Sinon, nous serons réduits à une course de spectateurs d'un Macron qui va poursuivre sa casse sociale pour 5 ans de plus. La proposition qui nous est faite dans la résolution est essentiellement centrée sur la présidentielle. Nous ne préparons par, pour le vote le 7-9 mai, la question des législatives. Quel rassemblement ? Rien n'est dit. On acte la division aussi ? Nous tombons dans le piège de la présidentielle. Nous en parlons et supposons que les législatives s'en déduisent. Pourquoi d'ailleurs ne parlons-nous plus de l'inversion du calendrier ? Nous prenons donc le problème par le mauvais bout. Et en étant en panne sur la question du rassemblement. En l'état la résolution me semble plus qu'insuffisante et révélatrice de notre incapacité à travailler les législatives d'abord.

Mahama Campaore – Calvados (non communiquée)
Michèle Carbonnier – Pas-de-Calais (non communiquée)
Nicolas Bonnet – Paris (non communiquée)
Emmanuel Dang Tran – Paris (non communiquée)
Hervé Poly – Pas-de-Calais (non communiquée)

Vincent Boulet – Paris

Le rapport de Fabien Roussel et plusieurs interventions ont insisté à raison sur l'ampleur de la crise, sur une crise d'effondrement de la nation française, accentuée par les effets du lien organique entre le gouvernement et le capital. Cette crise française est le précipité d'une crise multi-dimensionnelle en Europe : sociale, économique, démocratique, crise d'État ; et ce alors que les bourgeoisies sont à la recherche d'un nouveau modèle de développement. L'enjeu est donc très élevé, historique. Le basculement rapide autour d'un bloc de droite autoritaire est possible. Les élections présidentielles au Portugal le montrent. La gauche en Europe est confrontée à la crise de la social-démocratie et à celle des courants qui se réclament, ou se sont réclamés, du populisme de gauche (cf crise structurelle de Podemos). L'enjeu à poser pour la gauche n'est pas celui de l'addition de forces politiques, mais celui du bloc social que nous voulons construire. Ce n'est pas un peuple essentialisé, qui fasse fi des contradictions qui le traversent ; mais c'est bien le salariat, les travailleurs dans leur diversité qui doivent être la force propulsive de ce bloc social.

Se pose donc la question de la visée stratégique pour laquelle nous luttons. C'est la perspective d'une union populaire, d'un front populaire du 21^e siècle et de l'élaboration d'une plate-forme politique en complémentarité avec le mouvement social, donne à celui-ci une perspective politique et qui se confronte au pouvoir du capital. Il faut donc prendre d'un même mouvement la question de la perspective majoritaire, sociale et politique, et celle du contenu politique, portant les aspirations populaires et faisant « turbuler le système » dans une perspective de rupture.

Pour cela, une triple bataille est devant nous :

1/ La bataille de classe ; alors que les bourgeoisies veulent faire payer la crise aux peuples. La déclaration du chef européen du FMI cette semaine, appelant à « un plan d'assainissement de la dette française » et disant qu'il « faut se préparer à un scénario à la grecque », est révélatrice à cet égard.

2/ La bataille pour un autre ordre du monde. Les enjeux internationaux et européens sont centraux. Cette bataille porte, entre autres, sur un nouveau rôle de la France dans le monde ; sur la rupture avec l'OTAN (alors qu'un sommet de l'OTAN important est prévu en mars), pour un espace européen large de coopération, de paix et de sécurité collective ; sur la rupture avec l'euro-péisme libéral, pour des coopérations entre nations souveraines et associées (alors Macron va lui-même mettre sur la table la question des traités).

3/ La bataille de la souveraineté démocratique, incluant par exemple : la sécurisation de tous les moments de la vie, l'appropriation des secteurs clés de l'économie, la prise du pouvoir sur les banques pour réorienter l'argent vers des investissements sociaux et environnementaux, la relocalisation industrielle et la lutte contre les délocalisations dans une dynamique de transition écologique ; la démocratie économique et sociale avec de nouveaux pouvoirs des travailleurs.

Ces trois batailles dessinent un pacte pour la France qui est à coconstruire à partir de propositions de relèvement et de rupture d'urgence. Les communistes ont un rôle moteur à y jouer.

Il faut prendre dans ce mouvement à la fois les présidentielles et les législatives autour du triple enjeu de la visée stratégique, du contenu de rupture et de la perspective majoritaire. Pour la présidentielle, une candidature communiste est la plus à même de faire, en allant à la racine des

problèmes pour renforcer la gauche tout entière. Une candidature communiste est donc nécessaire dans cette optique et elle devrait être portée par le secrétaire national Fabien Roussel.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

1- Situation sanitaire

La colère gronde, mais il s'agit d'aider à identifier les leviers et les responsabilités. La colère gronde sur les vaccins, sur l'organisation, sur l'enfermement dans une fausse alternative du tout ou rien -- confinement ou pas, alors qu'il faudrait quelque chose de beaucoup plus fin géographiquement, et organiser des alternances entre travail et non travail, dans une véritable sécurité, développer comme jamais la formation et les recherches, ou du moins les préparer, et donc avec des projets autres qu'une déferlante de chômage lorsque prétendument nous « sortirons de la crise »... ! Colère sur l'hôpital, pour lequel on n'a pas quasiment pas embauché, ni formé, colère sur l'industrie et les plans sociaux, inégalités, pauvreté, misère qui monte, souffrance aiguë de la jeunesse, sans parler de tous les licenciements et pertes d'emploi à bas bruit dans les PME, TPE, les commerces ou l'artisanat. Alors montent des réclamations pour « plus d'État », mais lequel ? Un État au service du capital qui prétendrait nous protéger avec des Start-ups financières de vaccination ? « Plus de public », certes, mais comment ? Et pour faire quoi ?

Monte l'exigence de conditionner les aides aux entreprises. Et pas seulement depuis la CGT, mais aussi de la part de FO ou de la CGC.

Monte l'idée de taxer le capital. Mais quoi ? Un peu de répartition et alors le capital en sera quitte pour avoir les mains libres et amplifier son action ?

Comment faire pour que cela ne rende pas simplement un peu supportable, voire réaliste, le même système ? Pour que cela ne soit pas récupéré ?

2- Notre bataille d'idées

C'est pourquoi nous devons avoir une intervention qui dit plus que cela, pas tant plus en quantité que plus sur le fond : il faut faire plus profond. Car les responsabilités ne sont pas claires pour les gens. Sinon, nous n'en serions pas là, politiquement. Certains camarades ce matin ont dit « c'est clairement le capitalisme ». Je pense que c'est loin d'être clair pour nos concitoyens, et ce qui est encore moins clair c'est de savoir ce qu'il faudrait faire.

Le débat sur la dette, par exemple, est utilisé pas seulement pour nous menacer d'austérité pour demain. Mais dès à présent pour une austérité « sélective », en quelque sorte. Ainsi F. Bayrou, sur France Inter cette semaine, déclare en substance qu'il ne faut pas en avoir peur de la dette... « si on dépense pour s'attaquer à la Covid ». Tout est dans le « si ». On va donc limiter toutes les « autres » dépenses ? C'est ce que réclame le gouverneur de la Banque de France. Mais comment isoler les dépenses « Covid » du reste des dépenses : les embauches à l'hôpital ce ne serait pas Covid ? car elles impliquent des dépenses récurrentes, qui se poursuivraient après la pandémie ! Les dépenses indispensables pour vraiment développer l'école et l'université ne seraient pas Covid ? Les dépenses de chômage partiel devraient durer le temps de la pandémie, puis après il faudrait lâcher la bride aux licenciements ? etc. Ce discours est aussi celui du gouverneur de la banque de France ou celui du président de la Cour des comptes, l'inénarrable P. Moscovici, exigeant de « cantonner la dette ». Ils relaient les marchés financiers, les fonds d'investissements BlackRock and Co et les grandes banques qui se nourrissent de cette dette, passant d'abord dans leurs mains avant d'être rachetées par la BCE ! La question majeure à poser est l'utilisation de cette dette : pour des dépenses qui développent durablement les services publics, l'emploi et la formation ? Ou pour gonfler le capital ? Nous avons un projet. Un projet alternatif. Il s'agit de viser un système nouveau, radicalement nouveau, même si c'est pour y aller progressivement. Il combinerait sécurité, mobilité et émancipation. Ses leviers seraient la démocratie, avec de tous nouveaux pouvoirs de la société, et une nouvelle efficacité reposant sur la lutte contre le coût du capital et la mutualisation des coûts pour permettre des dépenses nouvelles d'emploi, de formation et de recherche, en responsabilisant les entreprises et les banques pour l'emploi la formation et pour une transformation productive sociale et écologique. Nous l'appelons une sécurité d'emploi et de formation.

3- Quelle nouvelle phase pour la campagne emploi ?

S'agit-il de « faire connaître ces principes » en soi ? Je crois plutôt qu'il s'agit de s'engager tout de suite dans ce chemin à partir des chantiers réels, posés par la vie. Nous ne sommes pas pour l'opposition « magique » d'un système tiré de notre chapeau.

En ce sens, la résolution devrait partir des chantiers, comme des fils d'intervention. Je vois au moins 5 « fils », un fil santé, de Sanofi à l'hôpital, en passant par la production d'équipement ou les services publics (médecine scolaire, médecine du travail, CMS, etc.) ; un fil PSE (plans de suppressions d'emploi), nouvelle production, nouvelle industrialisation articulant industrie, services, recherche et territoires ; un fil jeunesse, incluant des pré-recrutements dans les services publics (engagement d'embauche et rémunération par un pré-salaire durant la formation initiale débouchant sur un diplôme), un fil PME/TPE artisans, et un fil éducation allant de l'école jusqu'à l'université et la recherche. Nous pouvons mettre en cause les institutions existantes avec nos deux

propositions, deux leviers complémentaires à visée immédiate : des Conférences permanentes pour l'emploi la formation et la transformation productive + des Fonds régionaux en levier sur les banques et au service des travailleurs et habitants. Dans une nouvelle phase de la campagne emploi, ne pourrions-nous pas viser à ce que se tienne au moins dans chaque région, ou à des niveaux plus territoriaux encore, un « Forum pour l'emploi, la formation et la transformation productive », rassemblant les acteurs sociaux, les élus à partir des luttes et exigences et posant ces questions ? Il s'agirait de faire un état des lieux des exigences et des besoins pour porter des batailles sur l'utilisation de l'argent dans un sens nouveau (pour emploi et l'efficacité productive écologique et sociale, pas pour le capital et la rentabilité) avec de nouveaux pouvoirs. On pourrait imaginer une initiative de « convergence nationale » en octobre, alliant d'une part un aspect rapport de force, lutte, visibilité interpellant des pouvoirs et institutions nationales, et d'autre part un moment de débat, de concertation démocratique entre travailleurs, acteurs sociaux et élus, un moment de réflexion.

Les différents « États généraux » que nous avons engagés (énergie, éducation, médicament et santé) peuvent être vus, eux aussi, comme des jalons en ce sens.

4- Projet et luttes, des régionales à la présidentielle

Ces propositions et initiatives sont au coeur de ce que nous avons adopté cet automne pour les élections régionales. Elles doivent être au coeur du débat avec nos partenaires. Le sont-elles ? Or, Il semble que l'on se focalise avant tout sur les alliances au détriment des contenus, tournant la page à l'exigence si forte exprimée pourtant par les communistes à l'occasion du 38^e congrès. C'est par exemple le cas pour la consultation proposée aux communistes concernant l'Île-de-France. Aucun programme n'est soumis et discuté. Les propositions sont réduites à la notion de « marqueurs » politiques, formule de pur communiquant, pas une formule de candidats prenant des engagements politiques responsables devant des électeurs ! Et certains prétendent refuser le droit aux communistes d'Île-de-France de mener le débat sur cette consultation si vite ficelée, quasiment sans information des communistes ? Une consultation ayant lieu dans des délais ahurissant. C'est faire bien mal à notre parti que d'agir ainsi. Bien entendu qu'il y a un déni de démocratie. Une telle volonté de passer en force, que rien ne justifie dans l'agenda qui est le nôtre, ce n'est pas permettre le rassemblement des communistes. C'est à l'évidence l'agenda d'autres qui semble s'imposer... Et c'est une question dont la portée dépasse largement l'Île-de-France. Elle concerne la direction nationale. C'est pourquoi j'ai alerté sur cette question à au moins deux reprises en CEN. Pour nous les élections régionales peuvent, et doivent, constituer un premier pas dans la bataille d'idées et dans l'action face à la crise si profonde. Pour nous, il s'agit donc aussi de commencer à planter un paysage. Et nous n'aurons pas trop de temps pour cela. L'enjeu, c'est de gagner des avancées d'idées et des conquêtes de positions dans les institutions. Ces avancées d'idées sont communes aux élections régionales et présidentielles. Et ce sont ces élections qui vont nous aider à conditionner les élections législatives sur d'autres bases. Chaque chose en son temps. Mais il ne s'agit pas seulement d'élections. Il s'agit aussi de l'après élections : nous devrions viser, je l'ai écrit, la construction d'un « grand mouvement populaire contre la domination du capital, pour l'emploi et l'émancipation ». De ce point de vue, on voit bien la différence avec l'approche « mélenchonienne » qui, non seulement n'a rien construit à partir de son score électoral de 2017, mais a même eu tendance à s'en prendre aux organisations syndicales...

5- L'élection présidentielle

L'élection présidentielle va être un moment de montée du débat politique et d'appropriation d'enjeux, d'une démarche. Notre état d'esprit, à mon sens, doit être le suivant : la profondeur de la crise et sa violence exige des solutions nouvelles, nos idées nouvelles. Je me permets d'insister, il ne s'agit pas d'y aller à coups de « re » (re-conquérir, re-prendre le pouvoir, etc.). Le monde est nouveau. Ce n'est même pas celui de 1975. Deuxièmement, notre posture doit allier contestation et construction. Contestation des institutions existantes, et de ce point de vue il y a à faire un gros effort dans notre parole nationale médiatique, et construction d'autres institutions du local au national, mais aussi au niveau européen et à celui du monde. Alors Pierre Laurent interpelle : « il faut dire dès à présent quelle majorité politique on veut construire » C'est mettre la charrue avant les boeufs ! Pour construire une majorité politique nouvelle, il faut une avancée du projet communiste, du projet du PCF. C'est cela qui est à même de créer les conditions de nouvelles majorités, d'un projet renouvelé à gauche.

6- La nécessaire candidature communiste à la présidentielle

Cette campagne va demander un grand effort de pédagogie politique, d'éclairage des enjeux. Sans hésiter à se répéter. A sa façon, Jean-Luc Mélenchon a montré la disponibilité qui existe dans notre peuple pour une pédagogie et un éclairage politique de haut niveau. Par exemple, il va être indispensable d'avancer sur l'utilisation de l'argent, le rôle des banques et de la BCE, face aux idées dominantes reçues qui se focalisent sur le budget et les impôts. Un changement de régime est en train de se chercher sous nos yeux, il va bien falloir en parler, et lui donner un sens. Voyons que cette question des banques est une grande question populaire. Elle taraude toutes les couches de notre

peuple. Il va falloir oser la politiser, avec notre contenu de classe moderne. Sur le fond, notre enjeu c'est de faire reculer durablement Macron, la droite et l'extrême-droite. Les battre peut-être. Dans cette perspective, un défi est posé à gauche. JL Mélenchon prétend relever ce défi contre le RN et contre les renoncements sociaux-libéraux. ... Mais il prétend le faire avec des réponses sociales-démocrates et purement nationales : répartition, demander à l'État d'embaucher les chômeurs. Nous avançons une toute autre vision : la conquête de pouvoirs sur les entreprises et les banques y est centrale, l'État doit appuyer cette conquête de pouvoirs, par la création de droits, par des moyens financiers nouveaux, par des institutions nouvelles. Une conquête de pouvoirs non pas en soi, mais pour permettre une avancée émancipatrice des vies, avec une nouvelle conception de l'emploi et du travail, de la relation entre le travail et les autres activités, une place majeure donnée à la formation et à la démocratie. Cela exige un autre rôle de l'État. Ce qui est bien autre chose qu'un État plus fort : au lieu d'une alliance renouvelée État-capital, il faut une alliance État- société pour une maîtrise des entreprises et des banques afin d'atteindre enfin des avancées de civilisation, sociales et écologiques.

Nous avançons ainsi l'idée d'une cohérence nouvelle entre objectifs, moyens et pouvoirs, opposée à la cohérence, en crise, que veut faire perdurer le capital. Opposée aussi à la cohérence conciliatrice illusoire de la social-démocratie.

Il est donc très important, contrairement à ce que j'ai pu entendre ici ou là, de mener le débat de clarification sur nos différences avec Jean-Luc Mélenchon. On ne peut pas reculer devant l'obstacle et laisser croire que nous aurions le même projet, seule la posture moins individualiste, ou moins clivante, nous différenciant ! C'est dire s'il y a du pain sur la planche ! Mais il y a aussi une demande dans notre peuple. Dans ces conditions l'appel à candidature pour la présidentielle que nous lancerions aujourd'hui est une très bonne nouvelle. Il s'agit, sans préjuger du choix des communistes, que la conférence nationale nous permette d'en sortir avec une candidature. Même si cela sera déjà tardif. Vous savez mon opinion en faveur d'un candidat communistes à la présidentielle, et ceci déjà en 2017, voire avant. Nous allons ainsi pouvoir marcher sur deux pieds pour préparer cette conférence nationale : candidature et texte de fond. Mais, le candidat aura à relever un triple enjeu : (1) porter notre projet novateur de façon à ce qu'il soit identifiable, projet de contestation et de construction, (2) muscler donc notre fond de jeu, (3) travailler de façon beaucoup plus collective, et donner à voir aussi cette dimension collective. Ces trois questions sont à mon avis cruciales pour la conférence nationale d'avril. Car il ne s'agit pas d'aller mener une candidature, une campagne, de témoignage ou d'enfermement dans une identité étroite qu'on tenterait de corriger par des affirmations de volonté unitaire pour la gauche. Au contraire, il va s'agir de mener une campagne d'unification populaire des couches sociales dans leur grande diversité face à la domination multiforme du capital et de mise en vie d'un projet communiste qui peut refonder la gauche sur de tout autres bases, comme nous avons su le faire à d'autres moments de notre histoire. Et donc de parler à la fois à tout notre peuple et de mener le débat de projet y compris à gauche. C'est un sacré défi, mais il est porteur d'espoir réaliste, au présent et pour écrire l'avenir.

Jean-Pierre Meyer – Var

Je suis tout à fait en accord avec le contenu du rapport présenté par Fabien Roussel. Les nombreuses interventions depuis ce matin, faisant état de la situation économique, sociale, sanitaire, politique, démontrent, que c'est bien en partant des réalités que nous mesurons tout à fait les enjeux et qu'à cela, nous sommes de plus en plus nombreux à être gagnés à la nécessité d'une candidature communiste, effectivement présente, lors du prochain scrutin présidentiel. Mais cela, au final, conformément aux décisions prises lors de notre 38ème Congrès qui nous appartient de faire vivre. C'est bien de reconquête de visibilité qu'il s'agit, pour porter nos idées et nos propositions que nul ne portera à notre place, porter la perspective d'une autre société que celle du capital. Et cela, n'obère en rien notre volonté de rassemblement pour toutes les autres élections qui ne sont pas uninominales. A propos de la préparation des élections régionales, certains ici, nous ont parlé « d'hystérisation » des relations entre communistes. En vrai, n'est-ce pas plutôt une question de comportements contestables là où notre pratique démocratique interne devrait être exemplaire et irréprochable ? Lorsqu'il y a défaillance en la matière, il peut y avoir des réactions vives, cela ne justifie en aucun cas de les qualifier « d'hystérisation ». Il est en fait impératif de corriger un état de fait trop souvent constaté. La résolution et la feuille de route qui nous sont proposés dans la perspective de l'élection présidentielle et des législatives sont claires, elles nous permettent de nous mettre en ordre de marche. Lancer dès aujourd'hui l'appel à candidature pour porter la voix communiste sera une excellente décision et sans présager de ce que pourraient être les candidatures à venir, je tiens à affirmer mon choix sur tout l'intérêt à présenter notre secrétaire national, Fabien Roussel. Si les communistes en sont d'accord, cela lui permettra d'occuper encore plus l'espace public et de porter nos propositions donnant sens et contenu aux aspirations de changement réel de société.

Pierric Annoot – Hauts-de-Seine

Plusieurs remarques concernant notre discussion sur l'élection présidentielle.

Si, comme je l'ai entendu ce matin, il ne faut pas intégralement déterminer notre stratégie par rapport aux sondages qui donnent le FN très haut, au prétexte qu'il ne s'agirait que de sondages, attention à l'inverse à ne pas trop relativiser.

La poussée des forces d'extrême droite dans le monde, en Europe et en France n'est pas une invention des instituts de sondages.

La présence du FN au second de la présidentielle 2017 non plus.

En fait, à écouter le rapport d'introduction et un certain nombre d'interventions, je vois une forme de renoncement à construire et faire gagner une majorité de changement.

Je partage l'idée que pour rassembler il faut exister. Attention à l'inverse à ne pas vouloir uniquement exister. Attention à ne pas renoncer à la construction d'une nouvelle majorité au prétexte de ne pas vouloir « s'effacer ».

N'opposons pas présence du PCF, identité et rassemblement. Le regretté Lucien Sève disait « la dialectique, c'est la maîtrise logique des contradictions pour travailler à leur dépassement ». C'est cette exigence qu'il faut nous imposer.

La question pour moi n'est pas « Pour ou Contre » une candidature communiste, mais au service de quelle construction et rassemblement ? Nous parlons dans notre texte de congrès et dans le rapport de ce matin « d'union populaire agissante ».

Quand travaillons-nous vraiment cette question ?

Un camarade à parlé du nombre énorme de luttes, sur tous les fronts depuis ces dernières années.

Un très haut niveau de lutte, mais pas de victoire politique. C'est cela que nous devons travailler.

Le mode de développement capitaliste, les rapports de domination sont mis en cause par tous les bouts, mais sans projet global, cohérent, mobilisateur, sans mouvement ou organisation commune.

Adressons-nous largement à toutes celles et ceux qui luttent, à toutes les forces du mouvement social, posons en grand la question : « construisons-nous ensemble les conditions d'une victoire politique ou continuons-nous à lutter de manière dispersée ? »

Enfin, on ne peut pas en permanence parler de dégâts sociaux colossaux de la pandémie, de la situation de pauvreté des étudiants, des salariés, de l'explosion du chômage, de l'urgence d'agir et, en même temps, renoncer à construire une majorité de changement en 2022.

Je le dis sans esprits de provocation : il faut avoir le frigo bien rempli et des conditions matérielles d'existence confortables pour remettre le changement à un horizon lointain.

Un mot sur les législatives. Attention aux raccourcis.

J'ai entendu « quand on a un candidat communiste, on a plus de députés communistes. » La dernière fois était en 2007. Or, à gauche nous n'avons pas de concurrence directe sur notre électorat dans nos circonscriptions fortes. Nous étions en affrontement avec le PS. Depuis la FI a émergé et nous dispute le même électorat. Attention donc aux dégâts potentiels sans accords.

Sur les élections régionales je suis comme beaucoup de communistes consterné par la tournure que prennent nos débats.

Depuis le mois de septembre, je déplore notre absence de stratégie nationale.

Nous apprenons seulement maintenant de manière officielle que nous négocions une tête de liste en Normandie, dans les Hauts-de-France et en Auvergne. Donc pas en Île-de-France. Il eut été plus responsable de la dire aux communistes avant et de l'assumer devant eux.

La ligne qui consiste à « gagner le plus d'élus possible, peu importe les alliances », nous enferme dans une étroite conception électoraliste sans cap politique et surtout créé les conditions d'une très grande tension dans le parti.

Je note d'ailleurs une contradiction majeure. Pour les régionales, nous disons « union, union, union » et pour les présidentielles « autonomie, autonomie, autonomie ».

Par ailleurs, depuis 10 jours quelques responsables excitent les débats sur les réseaux sociaux, maniant le mensonge et les procès. Je suis très inquiet de la culture de la violence qui s'installe dans les discussions entre communistes.

Il y a 4 jours, en Île-de-France, une réunion de tendance s'est tenue, en présence de responsables du CEN pour remettre en cause les cadres démocratiques du PCF. C'est grave. Très grave.

S'il n'y a plus de respect de nos instances et des choix majoritaires, alors il n'y a plus de parti.

J'aspire comme de très nombreux communistes à ce que nous retrouvions une direction de parti et non plus une direction de tendances.

Comment prétendre vouloir conduire une campagne présidentielle, rassembler les suffrages, sans même parvenir à rassembler les communistes ?

Adrien Tiberti – Paris

On se demande quelles sont les conditions d'une candidature communiste. La première, c'est notre travail d'aujourd'hui : lancer l'appel à candidatures et organiser la conférence nationale. Ainsi se

donner les moyens de préparer une candidature constitue une vraie différence avec 2012 et 2017 où cela n'avait pas été fait et on s'était retrouvé au moment du vote des communistes avec une direction nous expliquant alors qu'il n'y avait pas d'autres choix que de soutenir J.L. Mélenchon. La deuxième condition, c'est de réarmer la gauche sur la fond. Seul un communiste peut réinscrire la gauche dans un contenu de classe et transformateur car c'est bien ce dont manque la gauche pour entrer à nouveau en résonance avec les aspirations populaires. Des camarades défendent la position d'un effacement du Parti en disant deux choses contradictoires :

1) nous allons faire moins de 2 %

2) nous allons empêcher un candidat de gauche d'être présent au second tour

Plus profondément on ne peut pas à la fois appeler au rassemblement antifasciste et à la constitution d'un pôle de radicalité. Ce sont deux stratégies contradictoires.

Cependant la question du rassemblement est légitime et il faut constater que seuls le PCF et son secrétaire national parlent à toute la gauche quand les autres s'excluent mutuellement. Ainsi Fabien Roussel peut être un bon candidat du Parti Communiste mais aussi le meilleur candidat de toute la gauche. Il est encore temps de rappeler à ceux qui se définissent comme les héritiers de François Mitterrand qu'en 1965 nous l'avons soutenu une première fois alors qu'il n'était que le chef de la plus petite des chapelles de la gauche : le FGDS.

Jean-Marc Durand – Drôme

La pandémie qui circule et la crise sanitaire qui l'accompagne ont des conséquences immenses sur l'ensemble de la société. Mais leur répercussion n'est cependant pas la même pour tout le monde. Il n'y a qu'à voir l'évolution des fortunes au cours de l'année 2020 et la voracité du capital qui, via les marchés financiers, continue à prélever comme jamais sur la richesse créée en jetant des millions de salariés au chômage et faisant de l'emploi une question centrale. A ce propos ayons en tête que les dégâts économiques, sociaux, environnementaux actuels s'ils sont les effets de la situation sanitaire, révèlent surtout un nouvel épisode de crise systémique beaucoup plus profond et global que l'épisode 2008-2009 et entamé bien avant l'arrivée de la Covid. De cette situation découle une accélération considérable du besoin d'une alternative au capitalisme, de son dépassement. La période porte l'exigence de ruptures et de nouvelles constructions pour répondre aux défis économiques, sociaux et écologiques. Derrière l'ancien, derrière des décennies d'une politique qui a poussé petit à petit à notre effacement, monte le besoin d'un changement profond, pour nous, pour notre peuple. Dans une situation où l'ensemble de la gauche est largement discrédité, n'est-il pas temps de se poser concrètement les bonnes questions, en termes de stratégie comme d'objectifs politiques ? La gauche souffre d'un manque criant de visées de transformation radicale de la société, de projets émancipateurs et identificateurs, d'une pseudo unité qui vise à ramener tout le monde vers le plus petit dénominateur et finalement à faire enfiler le costume social-démocrate, voire social-libéral y compris aux communistes et à leur parti. Il y a besoin de neuf, de bousculer les habitudes. En premier lieu cela ne passe-t-il pas par le fait que les forces de gauche consentent à mettre en débat leurs propositions, leurs projets afin d'éclairer le peuple des diverses options en présence et d'en faire à la fois le juge, l'acteur et le décideur du rassemblement politique nécessaire. Cela pose directement la double question de la préparation des régionales et des départementales et de la présidentielle de 2022 en lien avec les législatives. Moi j'entends bien que l'essentiel ce sont les contenus, que c'est la discussion avec nos éventuels partenaires sur les contenus et le projet pour nos régions et construire le rassemblement. Que la base de cette discussion est le rapport présenté par Evelyne devant le CN. Mais pour le coup, il semble y avoir loin de la coupe aux lèvres. Où et quand jusqu'à ce jour ont été mises en discussion nos propositions déjà dans notre parti ? Où et comment les discussions avec nos partenaires se sont engagées sur cette base ? Il faut être lucide. D'ailleurs peut-être que si ce travail avait été mené, ne serions-nous pas pris dans une impossible équation de devoir choisir entre PS et LFI. Ce qui semble encore dominer dans nos rangs, ce sont des pré-supposés, des postures politiciennes, la recherche d'alliances à but électoraliste pour sauver des élus-es et faire croire que nous sommes encore influents. Cette voie c'est celle de l'extinction, voire d'un éclatement, car cela ne pourra plus durer encore longtemps ainsi. S'agissant de la présidentielle et des législatives 2022, l'objectif de notre conférence nationale doit être clair : promouvoir une candidature communiste à la présidentielle et faire en sorte que nous ayons le maximum de député-es, les deux étant pour moi liés tant notre identification dans le débat politique et donc notre participation à une ré-identification de la gauche au cours de la présidentielle permettra de resituer le Pcf sur l'échiquier politique et ainsi de montrer l'utilité d'avoir des député-es communistes. Raison de plus pour que notre candidature à la présidentielle ne soit pas une candidature de témoignage mais une candidature qui porte l'exigence de transformations radicales de la société à partir de propositions, d'un projet fort, montrant une vraie possibilité d'alternative au capitalisme. Un projet construit autour de la question fondamentale de la conquête de pouvoirs sur l'argent que ce soit celui de l'État, des entreprises ou des banques avec l'énorme pouvoir de la BCE du fait de sa capacité de création monétaire et en lien avec une réforme fiscale

incitative à une autre utilisation des bénéfices des entreprises. Ce qui suppose de nouvelles institutions permettant aux salarié·es, aux citoyens de décider et d'intervenir dans les gestions dont celle de l'utilisation de l'argent et de la fiscalité. C'est la condition pour répondre aux énormes attentes populaires, cela à tous les niveaux, posant comme jamais la nécessaire expansion des services publics, question centrale pour répondre au défi écologique en même temps que celui d'un changement radical des rapports et des modes de productions. Particulièrement, par une nouvelle industrialisation mais aussi par la construction de nouvelles relations sur les lieux de travail comme dans la vie sociale avec une sécurité d'emploi ou de formation arrimée à un grand service public du même nom, visant à éradiquer progressivement le chômage en faisant de la formation le vecteur de l'évolution professionnelle et individuelle du salarié, de son implication sur les lieux de travail comme dans la société tout entière afin qu'il soit toujours et partout un citoyen à part entière. Ce qui est loin du salaire à vie ou autre revenu universel, façon policée d'accepter le chômage et donc de laisser cette arme de régulation du marché du travail dans les mains du patronat. Voilà pourquoi en 2022, une candidature communiste est indispensable ! Et bien sûr je partage la volonté d'ouvrir au plus vite le débat dans le parti sur la préparation de la conférence nationale.

Vincent Bouget – Gard

Tout le monde a dit ici la nécessité d'associer et de faire participer les communistes aux débats qui sont devant nous et d'assurer la démocratie dans le parti. Il nous faut être attentifs aux communistes et au Parti communiste. La période n'est pas favorable et il faut trouver des moyens concrets de participation et de ce point de vue, je suis inquiet de la façon dont nous pourrions organiser concrètement la conférence nationale à 1000 délégués et construire les moyens d'amender un texte à ce moment-là. Il y a aussi des obstacles à lever pour assurer un débat serein sur le fond. Le débat qui a lieu sur les réseaux sociaux et les mots employés, extrêmement violents, entre communistes, entre responsables communistes, ne sont pas acceptables, ne sont pas à la hauteur des enjeux. J'ai le sentiment aussi qu'à travers des sites internet, des pages Facebook organisés, des porte-paroles effectifs, des communiqués non-signés, je pense pour tout dire notamment au site « En avant le Manifeste », il ne s'agit pas de l'expression de la diversité (et ce qui est exprimé par les auteurs des textes peut être intéressant), mais l'expression d'une forme de fraction organisée qui crispe le débat et qui l'empêche de fait sur le fond. Enfin, alors que nous avons la volonté d'ouvrir un débat sur le fond, un appel à candidature qui commencerait aujourd'hui pour se terminer le 13 mars (soit avant même la discussion des communistes sur le fond), et dont tout le monde voit la conclusion avec la candidature de Fabien Roussel, cet appel à candidature n'est pas de nature à permettre de mener le débat sereinement. Cela va forcément influencer sur les décisions des communistes.

Le PCF, c'est cette capacité pour moi à réfléchir ensemble, à accepter notre diversité tout en travaillant notre unité. C'est aussi un parti que je sois conçu ouvert et en prise avec la société. Dès fois, j'ai l'impression que nous nous parlons qu'à nous-mêmes, que nous énonçons des discours performatifs. On use parfois beaucoup de la « méthode Coué ». Pour nous aider dans ce débat, dans ce travail de préparation des échéances de 2022, il faut être à l'écoute de ceux qui sont à côté de nous, avec qui nous menons des batailles, de tous ceux qui nous font confiance régulièrement. Nous devons ouvrir notre réflexion. Quand on écoute, et bien sûr je ne prétends pas parler pour tout le monde, c'est un sentiment de crainte et de désespoir qui domine. A la fois à cause de la faiblesse de la gauche sur le terrain des idées mais aussi parce qu'elle n'offre pas de perspectives majoritaires crédibles dans le cadre d'une élection au monde de scrutin bien précis. Tout est ouvert pour 2022, le pire comme le meilleur. Le pire, avec un nouveau match Macron-Le Pen avec le risque réel d'une victoire d'une droite réactionnaire recomposée. Le PCF ne peut acter cette situation-là. J'ai l'impression que nous nous enfermons dans un faux-débat qui ne parle qu'à nous-mêmes sur candidat communiste ou pas. La question est aujourd'hui de savoir si le PCF a la capacité de changer ce qui apparaît comme inéluctable et qui sera une défaite terrible pour notre peuple, pour nos idées et un gros risque d'avoir à la suite une Assemblée à l'aune du résultat de la présidentielle. Nous devons porter le débat sur la possibilité d'une nouvelle majorité politique, et bousculer la situation fermée qui nous est imposée, mais à laquelle le PCF s'il veut jouer un rôle, ne peut se résoudre. Et c'est dans ce cadre qu'il faut juger de l'utilité ou non d'un candidat communiste.

Isabelle De Almeida – Côte-d'Or

1-sur la méthode de la préparation des échéances et le débat interne :

- Fabien en a appelé au débat respectueux dans notre parti , je ne peux qu'y souscrire mais je pense qu'il faut aller plus loin. Appeler au respect des statuts et donc au respect des décisions prises par nos instances nationales et locales, et je me permets de dire -nous , dirigeants nationaux devons être les garants et les porteurs de nos règles de vie.Ce que je vois circuler, tels des pétitions et des appels lancés par des dirigeants sont, à mon avis, des pratiques irrespectueuses des statuts et de leur esprit. Nous devons aussi être vigilants aussi pour qu'il n' y ait pas d'ingérence dans les débats et des décisions prises localement par les communistes concernés .Les pratiques de camp contre camp, de

rapport de forces internes, favorisant à partir de quelques mots fétiches, les réactions de colère, d'indignation, de suspicion et de calomnies doivent être bannies au profit de pratiques appelant à l'intelligence, à la réflexion et à la co-construction des communistes. Et malheureusement, je ne pense pas que ce soient seulement les conditions contraignantes de la période ou l'utilisation de réseaux sociaux qui en soient la cause. Je souhaiterais que Fabien et Pierre puissent faire si cela s'avère nécessaire une déclaration commune, un rappel sur nos règles de vie : les statuts et surtout l'esprit des statuts. Je partage aussi pleinement le rappel qu'a fait Fabien sur les objectifs que nous visons pour les échéances locales de 2021. Il serait bon que chaque dirigeant-e nationale puissent les partager et les mettent en oeuvre. (Regardons aussi les rapports de force dans nos régions).

- Sur la préparation de la conférence nationale :

Nous sommes réunis en CN aujourd'hui pour la préparer donc pour instruire le débat avec les communistes et au-delà. Aussi je suis surprise d'entendre des avis très tranchés sur le choix à faire dès aujourd'hui, y compris sur le choix du candidat, comme si nous étions déjà en conférence nationale ! Cela est contraire aux décisions prises lors du dernier CN et transmises aux communistes. Je ne comprends pas bien d'ailleurs, ce qui nous pousserait à ouvrir l'appel à candidature aujourd'hui et je crains fortement que cet appel ne conduise qu'à des raccourcis dans l'instruction du débat. Oui ou non une candidature communiste en 2022 - déjà des interventions ici le montrent. Les travaux de la commission ne font que commencer comme l'a expliqué Éliane. Nous devons en tant que dirigeant-es nationaux faire vivre les travaux de cette commission dans le parti.

2-Sur la stratégie de 2022 :

Quelques propositions. Il faudrait arriver à préciser, faire partager et discuter sur les objectifs que nous visons pour 2022 car à ce stade, nous n'en sommes pas encore là.

Partager aussi des éléments d'analyse sur la situation du pays, des crises, de l'état de la société et sur les rapports de forces politiques et les dynamiques en cours (complotismes par exemple).

Partager aussi ce qui fait majorité d'idées dans le camp du progrès, de batailles qui rassemblent et peuvent marquer des points : j'en prends trois :

- à partir des avancées pour les quartiers populaires, sur les questions de la santé et des vaccins et sur la jeunesse.

- Je suis d'accord avec la proposition de mener une bataille nationale sur des propositions d'urgence qui rassemblent déjà (ex : le RSA) afin de commencer à sortir les jeunes de la précarité.

- Proposition pour préparer la conférence nationale, il faudrait arriver à produire un document d'introduction, une trame, qui énonce les questions à traiter voire les différentes propositions et les hypothèses. Il serait bien qu'il soit envoyé aux fédérations, aux sections et aux communistes afin de permettre un débat fourni, sans raccourci. Quelques idées rapidement. Une candidature du PCF : quels en sont les objectifs ? Quelles sont les étapes à mettre en place entre le vote des communistes et le dépôt des candidatures ? Comment et à quelles conditions elles peuvent servir à la construction d'un processus de majorité de gauche dans le pays, d'un contrat de majorité ? Comment construisons-nous cette majorité de gauche quelque soit la décision que nous prendrons pour la présidentielle ?

3-Nous allons entrer dans des moments de débat interne (70 jours d'ici la conférence nationale), alors que nous allons entrer en campagne pour les départementales et régionales, ce qui n'est pas simple. Le risque est de donner l'impression de ne pas parler à la société, aussi je propose d'élaborer une adresse nationale aux hommes et aux femmes de notre pays, sur les enjeux du moment et sur les réponses urgentes que nous proposons de mener ensemble et sur les perspectives et nos objectifs, -y compris les élections locales et 2022.

Jacques Maréchal – Moselle

J'ai participé ce matin à la journée de mobilisation contre Amazon. Plusieurs rassemblements ont eu lieu en France. Notre parti devrait travailler à une expression nationale sur Amazon en lien avec les fédérations concernées. Ce géant du capitalisme qui entend encore s'étendre doit être combattu. Son expansion est dangereuse. Dans le collectif auquel nous participons avec d'autres forces, le débat est très riche et montre que des convergences importantes peuvent exister entre forces politiques et citoyennes. Dans la situation que nous vivons il y a des points d'appui : la crise sanitaire et ses conséquences ont fait progresser dans la société la nécessité de changements profonds, de ruptures. Il y a donc potentiellement une plus grande écoute pour des propositions qui constituent des contributions pour ouvrir une alternative. La question de la santé et des services publics, la nécessaire maîtrise de notre économie et de notre industrie, la question de la démocratie, de son renforcement et de son renouvellement sont les trois domaines où des majorités d'idées et de projets peuvent se dessiner si nous prenons les initiatives nécessaires. Et en même temps la crise démocratique et le rejet important des forces politiques sont également l'autre trait dominant de la réalité. Je ne crois pas qu'une démarche politique qui se limite à demander au monde du travail, aux électeurs de gauche à se rallier à un panache blanc ou rouge soit en capacité de réussir et de débloquer la situation. La multiplicité des candidatures aux présidentielles ne fait qu'accentuer cette

césure entre le « peuple de gauche » et les partis qui sont sensés l'incarner. Regardons de très près les difficultés que nous rencontrons dans notre activité. La crise sanitaire a des répercussions importantes sur la vie sociale et encore davantage sur la vie démocratique notamment pour notre organisation. Pour le PCF, il ne suffit pas seulement d'exister mais bien d'analyser objectivement la situation, pour poser les actes politiques nécessaires en favorisant, en premier lieu, l'unité des exploités et l'émergence d'un débouché politique.

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle

Dans les mois qui viennent, les évolutions de la situation ne seront pas linéaires mais extrêmement chaotiques. Il est donc particulièrement important de permettre la maîtrise la plus collective et la plus démocratique des rebondissements qui nécessiteront des ajustements à chaque étape de notre orientation, voire même des bifurcations si cela apparaît nécessaire. La situation est toujours marquée par un approfondissement de la désagrégation du corps social. Si nous prenons un peu de hauteur sur l'état réel de la société française, des colères s'expriment mais souvent de façon très irrationnelles, des luttes existent mais elles sont poussives et défensives, et ce sont plutôt des processus d'atomisation et de dépolitisation qui dominent, avec notamment des groupes sociaux à la croisée des chemins et qui montrent une certaine disponibilité pour des options politiques autoritaires et réactionnaires. Dans le même temps, la gauche est dans un état de faiblesse historique, tant du point de vue de son enracinement social que de sa capacité à porter un projet de société et une stratégie pour le mettre en oeuvre. Cet état de la gauche est d'abord l'expression de l'atomisation des groupes sociaux qui ont fait par le passé sa force. La liquidation des collectifs de travail, l'individualisation des relations de travail et la précarisation, la relégation des quartiers populaires et l'absence de perspectives d'émancipation pour la jeunesse sont des processus qui viennent de très loin. Depuis plusieurs décennies, la société est profondément travaillée par des politiques publiques et par l'idéologie néolibérales. Et la gauche politique a accompagné ces processus plutôt que de les combattre ces trente dernières années, elles les a même parfois accéléré du fait de ses renoncements, ce qui l'a plongé dans un mouvement de décomposition qui est encore à l'oeuvre. Sachons de ce point de vue regarder aussi les responsabilités de notre parti qui n'a pas su résister à ce mouvement historique de fond au tournant des années 2000. Face à cette décomposition, l'option populiste, même de gauche, de Mélenchon est une impasse en ce qu'elle est un renoncement à la reconstruction d'une conscience de classe. L'option de ce qu'il reste de la sociale-démocratie, visant à sauver les meubles en s'appuyant sur la seule base de l'électorat des grandes métropoles et en surfant sur les légitimes préoccupations écologistes d'une partie de la population, est une autre forme de renoncement, un renoncement à mobiliser politiquement les catégories populaires. De la même manière, le ralliement à un courant écologiste faisant l'impasse sur les antagonismes de classe, et donc le clivage gauche / droite, est une option vouée à l'échec pour qui prétend vouloir transformer la société et, précisément, sauver la planète ! Dans cette situation, la responsabilité de notre parti est donc d'abord de réarmer la gauche sur le fond, de populariser et faire grandir des réponses alternatives à la domination du capital que nous sommes les seuls, comme force politique organisée, à pouvoir porter à une échelle de masse. La division de la gauche n'est donc effectivement pas la première cause de sa faiblesse, mais elle reste un problème entier qu'on ne peut pas balayer comme ça. Nous devons donc contribuer à la recherche d'une issue politique immédiate heureuse à la situation. Ceci passe notamment par le rôle décisif qui doit être le nôtre pour déjouer le scénario d'un duel Macron / Le Pen en 2022. Ce scénario désespère à gauche, désespère les équipes syndicales, le tissu associatif, il est un obstacle au développement des mobilisations, il alimente le gauchisme autant que toutes sorte d'aventurisme et d'opportunisme politiques. L'approfondissement de la discussion sur notre visée stratégique, c'est-à-dire sur notre stratégie de conquête du pouvoir, est donc indispensable. Par son caractère plébiscitaire et anti-démocratique – renforcé par le quinquennat et la tenue dans la foulée des législatives – l'élection présidentielle n'est pas au coeur de notre visée stratégique. Elle en est même un obstacle majeur, pour nous qui privilégions l'articulation entre conquête du pouvoir parlementaire, action publique dans les collectivités que nous (co-)dirigeons, luttes dans les entreprises et les administrations, mouvement de masse, mobilisations populaires et formes démocratiques qui peuvent émerger de celles-ci. Mais l'élection présidentielle existe. Et toute force politique qui, dans la 5ème République, cherche à la contourner ou à l'enjamber, se voit condamnée à un affaiblissement de sa parole, voire à une disparition totale des radars, et donc à l'inutilité. Nous devons donc concevoir l'élection présidentielle comme un moment tactique, au service d'une stratégie, au service des mobilisations populaires et des différentes échéances qui se trouvent devant nous. Nous le devons sans être pour autant indifférents au résultat de celle-ci, tant il structure la vie politique et les rapports de force. L'équation n'est pas simple. Notre conférence nationale arrivera à un moment où la crise économique va sans doute commencer à produire ses effets les plus déflagrateurs. Elle doit à mon sens être le moment pour poser une candidature présidentielle de notre parti dans le paysage, au coeur de la situation politique et sociale, pour à la fois porter des

propositions transformatrices que nous sommes les seuls à porter, et la nécessité de construire un front unique, social et démocratique, contre la menace Macron/Le Pen. Autrement dit, cette conférence nationale et cette candidature doivent être utiles pour les luttes sociales et démocratiques à venir, utiles pour se positionner au centre de la reconstruction d'une gauche en capacité d'ouvrir un nouveau chemin d'espoir, de répondre aux grands défis du XXIème siècle, mais aussi utiles pour renforcer la visibilité des candidates et candidats communistes dans les larges rassemblements politiques que nous essayons de construire pour les élections départementales et régionales. Elle doivent aussi être utiles pour porter la question du rassemblement et des contenus qui peuvent permettre de le construire. Au risque de répéter ce qui a été dit dans plusieurs interventions aujourd'hui comme au dernier CN, rien ne serait pire que de voir cette conférence nationale rejouer une mauvaise bagarre d'un tout petit niveau politique entre les partisans de la candidatures de Jean-Luc Mélenchon et ceux de la candidature de Fabien Roussel. L'ordre du jour de cette conférence doit porter sur les conditions d'une candidature communiste, sur la nature, la pertinence et la fonction de celle-ci dans la situation politique réelle. Pour finir une petite interrogation sur l'articulation régionales / présidentielle, et en particulier dans les Hauts de France, si celles-ci se tiennent en juin. Je suis évidemment très favorable à ce que Fabien puisse prendre la tête d'une liste de rassemblement dans cette région populaire, face à un Xavier Bertrand qui me semble être dans la période un de nos plus redoutables adversaires de classe. Mais quand on voit à quel point l'élection présidentielle pèse sur les discussions pour les élections régionales, comment les autres forces politiques pourraient-elles accepter que Fabien prenne la tête de liste, puisque cela reviendrait de fait à nous aider à réunir les conditions d'une candidature à la présidentielle.

Jean-François Christe – Saône-et-Loire (non communiquée)

Emilie Lecroq – Seine-Saint-Denis

La crise que nous vivons a des conséquences dramatiques sur les populations de nos territoires. Le département de la Seine-Saint-Denis connaît ainsi des chiffres record : plus de 280 000 Sésuano-Dyonisiens vivent sous le seuil de pauvreté, soit 17,5 % de la population ; le nombre d'allocataires du RSA explose faisant de la Seine-Saint-Denis le département connaissant la plus forte proportion d'allocataires du RSA sur l'ensemble de la population, soit plus de 5 %.

Ainsi, dans notre département, 35 000 personnes vivent avec moins de 885 euros par mois. Face à cette situation, les associations de solidarité, d'aide alimentaire, nationales comme locales, se mobilisent. Cependant, toutes témoignent dans le même temps de la difficulté à répondre à la demande qui ne cesse de croître.

Les demandes d'aides alimentaires n'ont jamais atteint de tels niveaux depuis la seconde guerre mondiale. Selon Philippe Portmann, Secrétaire Général du Secours Populaire Français de Seine-Saint-Denis, la situation est inédite : « le nombre de familles accueillies, de nouveaux « bénéficiaires » directement victimes de la crise sanitaire et sociale marquera l'histoire, car dans un département dont le taux de pauvreté est important, le basculement dans celle-ci de nouveaux publics prend une ampleur considérable ».

Il nous faut aller à la rencontre des associations qui font vivre la solidarité sur nos territoires afin de définir avec elles les réponses à apporter à l'urgence sociale, actuelle qui, si nous ne faisons rien, peut se transformer en urgence humanitaire. Nombre de ces associations sont à l'heure actuelle dépassées par les demandes légitimes des habitant-e-s et par la violence qui découle de la situation de crise que nous vivons. Nous avons besoin de travailler avec elles à définir des perspectives politiques. Ce sont des réels points d'appui sur notre territoire pour faire vivre dans les actes les valeurs que nous portons. Il nous faut prendre le temps de les réunir, comme nous avons pu le faire dans le passé, et d'inscrire un travail dans le long terme avec elle, pour exiger ensemble d'autres réponses. Si nous nous donnons les moyens, ce travail pourrait donner lieu à des « Etats Généraux de la solidarité ». C'est ce travail que nous avons entamé en Seine-Saint-Denis à travers la campagne « La pauvreté, c'est pas une fatalité ». Face à la situation sociale, cette campagne risque d'être une campagne de longue haleine qui devra traiter de nombreux sujets.

Dans ce sens, je partage la nécessité de lancer, dans le cadre de nos actions contre la pauvreté, une campagne sur la situation des jeunes et particulièrement des jeunes étudiants. Si les moins de 30 ans représentent 30 % de la population, ils représentent dans le même temps 50 % des personnes en situation de précarité.

Il faut donner beaucoup plus de force à notre revendication pour élargir le RSA aux moins de 25 ans. Cette proposition peut être porteuse et, aujourd'hui déjà, d'autres forces s'en emparent comme le président PS du Conseil Départemental du 93, Stéphane Troussel.

Le rapport de la commission d'enquête sur les conséquences du Covid sur la jeunesse, présidée par Marie George Buffet, est également un véritable point d'appui. Nous pourrions mettre en place une séance de travail avec Marie George Buffet pour avancer sur ces questions.

Nous le voyons, la crise sanitaire que nous vivons est un accélérateur de la situation que vivent des

millions de Français, en particulier ceux issus des milieux les plus modestes. Cette 3e vague sociale vient renforcer la pauvreté endémique dans laquelle se trouve une grande part de la population. Mais cette crise est également un révélateur des défaillances et de la violence de notre système actuel. Que ce soit sur l'accès aux soins, tout comme sur les réponses apportées sur les questions d'éducation ou sur les questions sociales, aujourd'hui un nombre plus important de nos concitoyens se rend compte de l'absurdité de notre système pour répondre à leur préoccupation. Face à cette situation, nous avons besoin de faire entendre une autre réponse, d'esquisser le chemin d'une autre voie possible. Cette question ne peut être détachée de nos réflexions sur les échéances de 2021. Elle a d'ailleurs été au centre du débat des régionales en Île-de-France. En effet, notre capacité à pouvoir mettre en avant des propositions concrètes permettant d'améliorer immédiatement la vie des gens, tout en s'inscrivant dans une perspective politique de transformation sociale et écologique est essentiel pour donner un sens à cette recherche de changement qui s'exprime mais également pour reconstruire la gauche. C'est également un point d'appui pour faire entendre une voix à l'occasion de l'élection présidentielle, quel que soit notre choix.

Pour mener ce débat, cette analyse, il nous faut permettre un réel débat démocratique dans notre parti sur la question des élections, présidentielle et législatives. Lancer un appel à candidatures aujourd'hui a de grande chance de centrer le débat sur les noms au lieu de concentrer nos échanges sur l'analyse de la situation et la réponse à y apporter.

Si le 38e congrès a été un moment important de notre parti, il n'a pas pu, et c'est normal, anticiper la situation de crise que nous vivons depuis plus d'un an désormais. Nous devons prendre en compte la responsabilité politique qui est la nôtre dans ce contexte où le duel Macron – Le Pen ne cesse de se confirmer toujours un peu plus chaque jour.

A l'occasion de notre dernier congrès, nous affirmions "Le Parti doit travailler à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022 ». C'est à cette question que la conférence nationale doit en priorité répondre.

Et pour préserver l'unité des communistes, qui fait notre force, nous devons le faire le plus démocratiquement possible, dans le respect de la parole de chacun-e.

Loin de la démocratie de pétition ou de tendances qu'on tente de nous imposer, nous devons répondre à ces questions dans le cadre d'un débat permettant la construction d'analyses et de réponses collectives.

Philippe Jumeau - Morbihan

- Régionales/Départementales : au niveau de la région, même constat qu'en de nombreux endroits, EELV veut faire cavalier seul, LFI, Gion.S souhaite une alliance avec le PCF, LChesnais-Girard (PS) président sortant ne dit pas « clairement » les choses vis à vis de La REM, ce qui n'aide pas à rendre les discussions sereines ; comme au sein du Parti, il reste des « rancoeurs » des élections précédentes, le rassemblement en interne et en externe est ardu. Pour autant, contact et volonté de au moins travailler ensemble sur les axes programmatique du PCF BZH avec le groupe PCF sortant ; rencontres avec LFI-Gion.S-PCF en visio, mercredi 3 février, et RDV prévu avec le dir de campagne de LCG le 11/02 pour avoir à communiquer aux camarades les éléments de programme partagés et la visibilité du PCF avant la conférence régionale du 20 février qui devra valider feuille de route et bulletin de vote, ouvert à 2 voire 3 propositions si une expression de liste PCF unique est proposée.

- Présidentielle : de l'avis majoritaire du CD sauf une opposition, la présence communiste donnerait de la visibilité, et permettrait de déployer un projet communiste. Il y a nécessité de clairement identifier nos orientations par rapport à celles de LFI. Mais une candidature communiste ne répond pas à la question de l'attente populaire du rassemblement électoral à gauche. Or nous avons à répondre à 2 questions et non pas une seule : visibilité des idées communistes ET rassemblement pour donner une chance à la gauche. Préconisation donc de déclarer l'intention d'une candidature et d'entrer en campagne, tout en disant que le moment venu, nous prendrons nos responsabilités, au regard du déroulement de la campagne et pour éviter si nécessaire un 2ème tour Le Pen – Macron. Pour plusieurs camarades, le danger de l'extrême droite est aujourd'hui très fort, et peut être en passe de gagner en 2022